

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
SÉPARATION DES PATRIMOINES

RÉSULTANT

DE L'ACCEPTATION BÉNÉFICIAIRE D'UNE SUCCESSION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 7 novembre 1911, à 1 heure 1/2

PAR

Roger DUPUY DE LA GRAND-RIVE

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur.

*Suffragants : } MM. MASSIGLI, professeur.
BARTIN, professeur.*



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1911

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
SÉPARATION DES PATRIMOINES

RÉSULTANT
DE L'ACCEPTATION BÉNÉFICIAIRE D'UNE SUCCESSION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 7 novembre 1911, à 1 heure 1/2

PAR

Roger DUPUY DE LA GRAND-RIVE

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur.
Suffragants : } MM. MASSIGLI, professeur.
BARTIN, professeur.



LIBRAIRIE
DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS-5°

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1911

Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA

SÉPARATION DES PATRIMOINES

RÉSULTANT

DE L'ACCEPTATION BÉNÉFICIAIRE D'UNE SUCCESSION

INTRODUCTION

Lorsqu'un homme meurt, il faut, de toute nécessité, que les rapports juridiques qui l'enserraient de son vivant subsistent après sa disparition. L'existence de la société est à ce prix. C'est l'intérêt des créanciers; c'est celui du débiteur lui-même. Qui traitera avec lui sans cela? C'est la base du crédit et de la vie sociale. (Baudouin. *Bulletin des Sociétés d'Et. lég.*, 1907, p. 83.)

De cette nécessité de mettre les créances du débiteur à l'abri de l'extinction par sa mort qui en ferait des valeurs trop précaires et trop aléatoires naquit la fiction juridique de la continuation de la personne du

défunt par l'héritier. Elle est la base de notre système successoral français et a pour effet que les droits actifs et passifs du défunt se perpétuent sur la tête de l'héritier qui en tant que le représentant est tenu *ultra vires* de tous ses engagements.

Ce système apparaît en France comme le résultat d'une longue tradition remontant au droit romain et qui a survécu aux bouleversements législatifs.

Cette conception déjà admise dans le droit ancien, conservée dans le droit écrit, n'a pas disparu pendant la période de révision révolutionnaire de nos lois, malgré les tendances nettement séparatistes des droits individuels qui caractérisèrent cette époque et elle a été acceptée sans discussion par les rédacteurs de 1804.

CHAPITRE PREMIER

Principe de la continuation de la personne du défunt par l'héritier

On présente généralement l'idée d'obligation indéfinie aux dettes comme remontant à la plus haute antiquité, comme un des derniers vestiges de la copropriété et de l'organisation primitive de la famille. (Théorie soutenue par Accarias. *Précis de droit romain*, tome I, n° 36.)

Tous les membres de la famille étaient copropriétaires et leur personnalité venait s'absorber dans un seul sujet, le chef de famille.

Ce chef de famille étant par rapport aux biens du groupe plutôt un administrateur qu'un véritable propriétaire, mandat était conféré par le groupement familial, à tous ceux qui se seraient successivement placés à sa tête, de se transférer les fonctions d'administrateur ; par conséquent à l'égard des dettes l'héritier ne devait pas être regardé comme un nouveau sujet de rapport de droit ; c'était un nouveau mandataire de la famille ; par suite l'héritier devenu

le sujet passif de toutes les dettes du défunt et des obligations qui grevaient la succession, répondait comme d'une dette de lui-même autant sur ses biens que sur ceux qu'il acquérait.

Mais cette théorie se heurte à un principe universellement admis aujourd'hui, l'intransmissibilité primitive des obligations.

Mais cette transmissibilité exista pour un autre motif, pour assurer la continuation du culte des ancêtres. Chez les Romains, le culte domestique se présente sous un aspect très net : c'est un hommage rendu à la série des ancêtres au bout de laquelle le défunt lui-même se place à son décès. Primitivement cette charge des « sacra » n'était imposée qu'aux descendants ; mais dès la loi des XII Tables, pour permettre de rendre toujours aux morts les soins qui leur étaient dus, elle incombait à tous ceux qui prenaient les biens de la succession même sans être héritiers, elle entraîna l'obligation de payer toutes les dettes du défunt.

Cette conception primitive de la continuation du culte domestique, « l'homme meurt, le culte reste, le foyer ne doit pas s'éteindre ni être abandonné, avec la fortune qui en est inséparable, immuable comme le foyer et le tombeau auquel elle est attachée (1) », engendra l'idée que les « dettes envers les hommes

1. Fustel de Coulanges. *Cité Antique*, 16^e édition, p. 16.

ne devaient pas plus que les dettes envers les dieux (1) » s'éteindre par la mort du débiteur.

Du moment que les « sacra » étaient envisagés comme n'ayant plus un caractère personnel, il n'y avait pas de raison pour décider que les obligations étaient intransmissibles.

A Rome, où le commerce prit de bonne heure un grand développement et les créances devinrent un élément important des fortunes on songea à affecter dans une certaine mesure les biens du débiteur à la garantie de ses obligations, sinon les transactions entre individus eussent été très fragiles. L'engagement du défunt fut prolongé après sa mort avec les mêmes caractères sur la tête de l'héritier, or comme il était responsable sur tout son patrimoine, son successeur fut tenu aussi des mêmes engagements.

Cette idée de la continuation de la personne du défunt prit un grand développement et la succession romaine fut conçue avant tout comme la substitution d'une personne à une autre.

Ce n'est que très tard que le système des transmissions à titre universel pénétra dans l'ancien droit français, il s'y rencontra avec une autre conception d'origine germanique, la saisine.

Chez les Germains, la notion de patrimoine est presque inconnue, le patrimoine n'est qu'un ensemble

1. Cuq, *Testament per æs et libram*.

matériel de biens corporels ; l'idée d'une transmission universelle ne peut se traduire par la conception de la continuation de la personne du défunt par son héritier.

L'héritier n'est jamais tenu que sur le patrimoine du défunt et n'est pas débiteur personnel des dettes qui le grèvent. Le régime successoral des anciens Germains reposait sur l'idée de copropriété familiale, mais les biens appartenant au groupe n'allaient qu'à celui qui avait été reconnu légitime représentant par la communauté dont il faisait partie. C'était l'investiture de la saisine, laquelle avait consisté d'abord dans l'observation de certaines formalités symboliques, plus tard les cérémonies traditionnelles furent sous-entendues, et l'on considéra l'héritier comme saisi de plein droit, par le décès, des biens du défunt. (Percerou. *Revue critique*, 1905, p. 551.)

L'héritier succède alors non pas à la personne mais aux biens laissés par son auteur ; ainsi se dégage une masse distincte de biens, la succession qui est indépendante du patrimoine de l'héritier auquel les charges ne doivent pas s'étendre.

Les lois barbares nous apportent aussi un système tout différent de l'idée romaine de la transmission à titre universel.

D'après la loi des Wisigoths, les successeurs universels doivent payer les dettes de leur auteur avec les biens héréditaires, toutefois ils se libèrent en aban-

donnant. Dans la loi Ripuaire, c'est en vertu d'un quasi-contrat que les parents, autres que les fils et les filles, doivent payer toutes les dettes du défunt et le droit lombard consacre une simple obligation *cum viribus* ; les dettes héréditaires sont à la charge de toute la succession, mais ne doivent pas peser sur la fortune de l'héritier.

En droit coutumier la notion romaine du patrimoine s'affaiblit et à l'idée ancienne de l'unité du patrimoine succéda celle de la division en plusieurs branches distinctes, suivant la nature des biens propres, acquêts.....

Cependant la saisine, bien qu'elle reposât sur un autre fondement que la continuation personnelle (elle s'analysait avant tout en une succession aux biens), aboutit en principe aux mêmes conséquences que celles qui découlent de l'idée de la continuation de la personne tenue du droit germanique, comme nous l'avons déjà dit, elle a pour conséquence de mettre à la charge de l'héritier pur et simple toutes les dettes du défunt et toutes les charges de l'hérédité à quelque valeur qu'elles puissent monter et quoiqu'elles excèdent de beaucoup la totalité des biens. (Lebrun. *Traité des Successions*, section 9, § 2.)

L'héritier ne succédant qu'aux biens n'aurait dû être tenu que jusqu'à concurrence des biens qu'il a recueillis, cependant la tradition germanique de la solidarité familiale conduisit bientôt au résultat que

les enfants du défunt, à la différence des autres héritiers, répondaient des dettes *ultra vires*. Il en fut ainsi plus tard chez les Wisigoths et les Lombards.

La condition de l'héritier du sang changea et la responsabilité indéfinie des dettes fut bientôt étendue à tous les membres de la famille dont la vocation héréditaire se réalisait. Comme la saisine les rendait de plein droit propriétaires des objets laissés par le défunt, ils recueillaient à titre de contre-partie les obligations contractées par leur auteur avec possibilité d'être recherchés au delà des biens du défunt.

La théorie de la saisine changea et l'évolution qu'elle subit ne fit qu'accentuer chez l'héritier la généralité de l'obligation aux dettes. Elle fut employée plus tard comme une simple mesure de fiscalité pour échapper à la perception de droits seigneuriaux. Pour éviter de payer les droits que l'ouverture de chaque succession entraînait, on déclara que toute personne décédée serait réputée avoir remis en mourant la possession de ses biens entre les mains de son plus proche parent habile à lui succéder (1).

La continuation de la personne fut ainsi affirmée uniquement pour échapper à un impôt perçu par les seigneurs.

Le droit coutumier a exercé sur le droit écrit une influence en ce qui concerne les transmissions uni-

1. *Institutes coutumières de Loysel.*

verselles à cause de mort, mais le principe de la saisine n'a pas pu se substituer à la continuation de la personne.

La saisine fut bien admise mais atténuée, elle ne joue que le rôle d'expédient destiné à corriger les rigueurs excessives du droit romain, elle n'eut jamais en droit écrit pour effet de faire passer les droits du défunt sur la tête de l'héritier (1).

Il ne faut pas s'étonner de la prépondérance du droit écrit sur le droit coutumier : « L'autorité d'un droit vieux de plusieurs siècles, considéré comme la raison écrite, pèse ici de tout son poids sur une législation diverse et confuse non encore rédigée et où les institutions créées par la nécessité de la pratique n'avaient pas encore été logiquement coordonnées ; la saisine fut reléguée au second rang (2). »

Le principe de la continuation de la personne eut une influence telle qu'on en vint à considérer certains héritiers comme continuateurs de plein droit ; selon un Acte de notoriété du Châtelet de Paris, 24 juillet 1706, l'héritier en ligne directe devait renoncer sinon il était héritier.

Bourjon (*Droit com. de la France*, t. I, p. 819) et Pothier (Introduction au titre XVII de la *Coutume d'Orléans*, appendice 23) rapportent qu'on affirmait

1. Thèse de Cazelles, 1905. Sur la continuation de la personne du défunt.

2. Thèse de Cazelles.

couramment que tous les successeurs à titre universel représentent le défunt et sont obligés *ultra vires*. Ce dernier auteur écrivait aussi dans son *Traité des Fiefs*, [chapitre I, n° 578], que les pères n'ayant leurs biens que pour les transmettre à leurs enfants, les enfants sont copropriétaires avec leur père des biens de celui-ci.

Peu à peu s'était ainsi formée et affermie dans les esprits une conception juridique au terme de laquelle si l'héritier est saisi c'est qu'il continue la personne du défunt.

Les rédacteurs du Code civil se trouvèrent donc en présence de deux courants législatifs concluant tous deux à l'obligation indéfinie aux dettes, le droit coutumier avec sa théorie sur la saisine et le droit écrit imbu de la tradition romaine ; les travaux préparatoires nous montrent leur intention de faire de tout successeur universel le continuateur de la personne du défunt et de permettre aux créanciers héréditaires de le poursuivre au delà des biens laissés par le défunt.

Il n'est pas douteux, dit (1) Bigot de Préameneu, que le défunt a pu déroger à l'ordre commun des successions et se créer un héritier de son choix. Le langage de Treilhard est aussi significatif (2). L'héritier

1. Fenet, t. XII, 389,

2. Fenet, t. XII, 393.

que crée la volonté de l'homme, dit-il, ne le devient que par dérogation au droit commun.

Ces citations nous prouvent parfaitement que le légataire universel diffère de celui de l'ancien droit, c'est un héritier continuateur de la personne.

On peut dire que l'enchaînement des idées au cours des transformations de la succession dans l'ancien droit a été le suivant :

On a commencé par dire que si un individu est saisi c'est qu'il continue de plein droit la possession du défunt mais cette continuation de la possession se rattache manifestement à un fondement psychologique, on ne saurait continuer la possession d'une personne que si cette possession apparaît comme le prolongement de l'ancienne personnalité : tout continuateur de la personne est tenu *ultra vires*. (Percerou. Liquidation du passif héréditaire du droit français. *Revue trimestrielle du droit civil*, 1905, p. 565.)

C'est ce qui ressort de l'article 724 où les héritiers sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession et de l'article 1220 : « La divisibilité n'a d'application qu'à l'égard de leurs héritiers, qui ne peuvent demander la dette ou qui ne sont tenus de payer que pour les parts dont ils sont saisis ou dont ils sont tenus comme représentant le créancier ou le débiteur. »

C'est la fiction de la continuation de la personne du

défunt par l'héritier qui triomphe définitivement ainsi que l'indique Jaubert (1).

Le principe de la personnalité de l'obligation et du patrimoine étant ainsi établi dans notre Code civil, l'héritier est obligé pour les dettes de son auteur comme s'il les avait contractées lui-même. Il doit les payer sur tous ses biens, quelle qu'en soit la source, et l'abandon de l'actif de la succession ne le libérerait pas de cette obligation personnelle qui porte aussi bien sur sa fortune personnelle que sur celle de l'hérité.

L'intérêt des créanciers consistant à obtenir le paiement intégral de leurs créances, il faut qu'ils puissent poursuivre l'héritier au delà de ce qu'il a recueilli sur ses biens personnels propres.

Pour les legs comme pour les dettes, l'héritier est le représentant du défunt, il continue sa personne et il doit s'acquitter comme l'aurait fait le défunt lui-même s'il s'était constitué débiteur des sommes léguées au lieu d'en imposer le paiement à ses héritiers (2).

C'est ce qui résulte de l'article 724 aux termes duquel les héritiers sont tenus d'acquitter toutes les charges de la succession. Le mot « charges » comprend les legs comme les dettes car il est aussi général que

1. Fenet, t. XI, § 79.

2. Wahl, dans Sirey, 93.2.3.

possible, de même l'article 813 assimile les charges aux dettes en ce qui touche l'obligation de l'héritier. Le mot « charges » joint dans cet article au mot « dettes » désigne les legs.

Cependant ce point de savoir si les héritiers ou autres successeurs sont tenus d'exécuter *ultra vires* les legs est très controversé. Nous ne voulons pas rentrer dans la discussion et citerons seulement à l'appui de notre opinion celle de Laurent (t. XIV).

L'héritier saisi ne fait qu'un avec le défunt ; la volonté du défunt est la sienne ; s'il a disposé par acte de dernière volonté au delà des forces de son patrimoine, l'héritier doit respecter ces dispositions, c'est une charge que le testateur lui impose ; libre à l'héritier de ne pas l'accepter, il peut répudier la succession, il peut l'accepter sous bénéfice d'inventaire, il ne sera tenu des dettes que jusqu'à concurrence de son émolument ou il sera censé n'avoir jamais été héritier. Mais s'il accepte purement et simplement, il est le représentant du défunt, continue sa personne ; on ne conçoit pas qu'il divise sa personnalité et qu'il prétende représenter la personne quant aux dettes et ne pas la représenter quant aux legs. Si l'on trouve cette théorie excessive il faut la changer pour le tout, déclarer que l'héritier ne sera tenu qu'à raison des biens

1. Laurent, t. XIV.

qu'il recueille et appliquer ce principe aux dettes aussi bien qu'aux legs.

Dans le même sens nous trouvons un arrêt de la Cour de cassation (1) qui décide que les héritiers et les légataires universels saisis sont tenus indéfiniment des legs.

Pour parer à cet inconvénient de l'obligation indéfinie aux dettes et aux legs la loi accorde à l'héritier le droit de limiter et de restreindre aux biens du défunt les charges de la succession en l'acceptant sous bénéfice d'inventaire.

1. Jurisprudence. Cassation, 1^{er} août 1904. D. 04.1.513.

CHAPITRE II

Bénéfice d'Inventaire

Les Romains primitifs ne connaissaient que l'acceptation pure et simple, l'héritier était tenu *ultra vires* des dettes de la succession. Pour remédier à cette obligation illimitée, les anciens avaient recours à deux subterfuges.

Les créanciers convenaient entre eux d'accorder à l'héritier bénéficiaire un concordat qui restreignait ses obligations (Ulpien, *Digeste*, 16, ad edictum) ou ils donnaient mandat d'accepter la succession du *de cujus* à l'héritier, qui pouvait alors par l'action *mandati contraria* réclamer contre les créanciers héréditaires tout ce qu'il avait payé au delà de l'actif de la succession et les empêcher de lui réclamer davantage (Julien, *Digeste*, 432, livre XVII, ed.).

Le préteur avait créé le bénéfice d'abstention que l'héritier sien et nécessaire avait de plein droit et celui de la séparation des patrimoines que devait demander l'héritier bénéficiaire.

Par la loi Scinus (1) Justinien créa le bénéfice d'inventaire. L'héritier qui doute que l'hérédité soit bonne ne s'expose à aucun danger en l'acceptant, pourvu qu'il ait soin de faire inventaire des objets qui appartenaient au défunt à l'instant de sa mort (422, § 2). L'héritier alors ne sera pas tenu des dettes de la succession sur ses biens personnels, et il conservera intactes les créances qu'il avait sur le défunt (422, §§ 4 et 9).

Aucune poursuite ne peut être exercée contre l'héritier par les créanciers ou légataires du défunt, tant que dure la confection de l'inventaire (422, § 11). L'inventaire doit être commencé dans les trente jours à partir du moment où la personne a su que l'hérédité lui était déferée, et il doit être terminé en soixante jours (422, §§ 2 et 3).

Cet inventaire doit être dressé par l'héritier ou par son mandataire, *sub præsentia tabulariorum* (422, § 2).

L'héritier qui n'a point fait inventaire ne peut pas invoquer la loi Falcidie à l'encontre des légataires (422, § 14 *in fine*) (2).

L'obligation de l'héritier est ainsi limitée à la va-

1. « Et si præfatam observationem inventam faciendi solidaverunt hereditatem sine periculo habeant et leges Falcidiæ adversus legatarios utantur beneficio ut in tantum hereditates creditoribus teneantur in quantum res substantiæ ad eos devolutæ valeant. » Code, loi 22, livre VI, t. 30. De jure deliberando.

2. *Droit Romain*. Demangeat, p. 722.

leur de l'actif recueilli et porte uniquement sur les biens composant le patrimoine du *de cujus*. Justinien n'a pas renié le principe de la continuation de la personne du défunt par l'héritier ; les expressions employées « *in tantum — quantum* » montrent que l'héritier est tenu mais il l'est seulement jusqu'à concurrence des biens qu'il a recueillis (1). L'héritier bénéficiaire est un vrai héritier, propriétaire des effets de l'hérédité tout comme l'héritier pur et simple. Justinien, dans la loi Scinus, lui donne la qualité d'héritier et toutes les prérogatives, comme la propriété des effets héréditaires qu'il peut vendre pour payer les créanciers et les légataires et une fois les dettes et les charges acquittées, le reliquat lui appartient.

De plus l'héritier représente la personne du défunt dont il a accepté l'hérédité ; en acceptant il a quasi contracté avec les créanciers et les légataires, il prend la place du défunt et est sujet aux mêmes charges que celles dont il était tenu sous certaines modifications (2).

Lebrun (3) aussi dans son livre sur les successions nous enseigne que l'héritier bénéficiaire conserve sa qualité de continuateur ; Pothier a la même opinion ; on serait pourtant tenté de le nier en lui voyant dire

1. Thèse de Cazelles (idées sur la continuation de la personne) 1905.

2. Fugierolles. *Des testaments*, ch. I, section III, n° 61.

3. Lebrun. *Successions*. Livre III, ch. IV, n° I.

que l'héritier saisi de la succession dès qu'elle a été ouverte est un administrateur des biens de la succession à l'égard des créanciers, mais il ressort nettement des développements qu'il a apportés sur cette question que pour lui l'héritier administre comme propriétaire des biens (1).

La législation de Justinien fut conservée à peu près intacte dans les pays de droit écrit et l'héritier avait le choix entre accepter immédiatement sous bénéfice d'inventaire ou obtenir un délai, puis accepter ou répudier purement et simplement.

Il n'en fut pas de même dans les pays de coutume où l'acceptation pure et simple était considérée comme « l'optimum jus defundi creditorium et legatorium » l'héritier bénéficiaire pouvait être exclu par un parent plus éloigné qui consentait à se porter héritier pur et simple (2) cela fut plus tard restreint à la ligne collatérale (Loisel, n° 320).

Ce n'est qu'à la deuxième rédaction de la coutume de Paris que le bénéfice d'inventaire acquit droit de cité, encore l'héritier était-il soumis à certaines obligations, il devait au moyen de « lettres royaux » se faire accorder le bénéfice par une concession spéciale du roi, mais cette formalité qui n'avait d'autre but que de grossir le Trésor fut abolie en 1790.

1. Pothier. *Successions*, ch. III, sec. III, § 2, 405.

2. Coutume de Paris, art. 342, 343.

Coutume d'Orléans, art. 238.

Quant aux Parlements ils nous donnent des arrêts différents : le Parlement de Toulouse permettait aux créanciers de poursuivre l'héritier bénéficiaire sur les biens propres, celui de Paris dénie ce droit, le Parlement de Paris autorisait l'héritier bénéficiaire à exercer les droits qu'il avait contre l'hérédité tandis que celui de Toulouse déclarait qu'il y avait confusion (1).

1. Thèse de Cazelles. Idées sur la continuation de la personne, 1905.

CHAPITRE III

De la séparation des patrimoines

Pour protéger l'héritier contre l'obligation illimitée qui pèse sur lui de payer les dettes du défunt et l'empêcher ainsi de souffrir une perte dans son patrimoine personnel, la loi lui permet d'accepter sa succession sous bénéfice d'inventaire. Il devra alors satisfaire à deux conditions, dresser un inventaire fidèle et exact, et faire une déclaration au greffe du tribunal de l'ouverture de la succession ; cette seconde condition est destinée à donner de la publicité à la séparation des patrimoines qui va se produire.

Il en serait autrement si l'héritier était mineur ou interdit ; l'acceptation ne peut avoir lieu que sous bénéfice d'inventaire ; toute acceptation faite en son nom, même non accompagnée de la dite déclaration au greffe, devrait être considérée comme bénéficiaire. Les tiers doivent savoir en effet que l'héritier est mineur ou interdit puisque les actes de naissance et les jugements d'interdiction sont publics. Mais la jurisprudence ne fait pas durer cette situation privilégiée plus longtemps que la minorité elle-même ; devenu

majeur, l'héritier sera considéré comme tenu indéfiniment des dettes héréditaires, s'il n'a rempli les formalités de la loi dans un délai nouveau qu'il peut demander au juge (1).

L'effet principal du bénéfice d'inventaire, auquel peuvent se ramener tous les autres, est que le patrimoine du défunt et celui de l'héritier restent distincts, grâce à cette séparation les biens personnels de l'héritier sont à l'abri des poursuites des créanciers qui ont ainsi leur gage réduit aux biens de la succession, et il est libéré envers eux quand l'actif a été complètement employé à les désintéresser.

La séparation des patrimoines qui découle de l'acceptation bénéficiaire n'est pas identique avec celle que les créanciers du défunt peuvent demander directement en vertu de l'article 878.

Le principe est différent : l'héritier accepte bénéficiairement pour n'être tenu des dettes que jusqu'à concurrence des biens qu'il recueille, c'est donc contre les créanciers héréditaires que l'acceptation bénéficiaire est dirigée, tandis que ces derniers invoquent la séparation des patrimoines contre les créanciers

1. Cassation, 27 mars 1888, D. 88.1.345, S. 88.1.366, Planiol, n° 2016, t. III.

Il y a un autre cas où l'acceptation sous bénéfice d'inventaire est forcée. L'article 782 du Code civil décide que les héritiers d'une personne décédée avant d'avoir pris parti sur la succession à laquelle elle était appelée devront l'accepter de son chef sous bénéfice d'inventaire lorsqu'ils n'auront pas pu s'entendre pour faire une option unique.

personnels de l'héritier lorsqu'ils craignent que celui-ci n'ait plus de dettes que d'avoir.

Les conditions aussi sont différentes. Le successible pour jouir du bénéfice d'inventaire doit déclarer au greffe qu'il accepte sous ce bénéfice, sans avoir à le demander contre les créanciers de la succession ; comme condition il doit dresser un inventaire ; les créanciers n'y procèdent pas bien qu'il soit fait dans leur intérêt puisqu'il a pour objet de protéger les biens de la succession contre des détournements possibles de la part de l'héritier.

Lorsque les créanciers du défunt demandent la séparation des patrimoines, il faut une action en justice. La loi n'exige pas d'inventaire mais le créancier doit intenter cette action dans les trois mois pour les meubles et prendre une inscription dans les six mois pour les immeubles. Ces conditions sont faites en faveur des créanciers de l'héritier contre qui la séparation est demandée. Il n'y a donc à ce point de vue aucune ressemblance entre le bénéfice d'inventaire et la séparation des patrimoines.

Différente aussi est la responsabilité des héritiers dans les deux situations ; l'héritier bénéficiaire n'est pas tenu personnellement des dettes de la succession, il n'est tenu que comme détenteur des biens héréditaires, tandis que la séparation des patrimoines suppose un héritier pur et simple tenu personnellement et sur tous ses biens.

Il y a par exemple une analogie considérable ; dans les deux cas les biens personnels de l'héritier ne se confondent pas avec ceux de la succession. L'article 802 du Code civil qui établit la séparation des patrimoines comme un des effets de l'acceptation bénéficiaire n'a en vue que l'intérêt de l'héritier, et ne renferme pas un mot qui permette de conclure que les effets du bénéfice soient établis dans l'intérêt des créanciers de la succession (1).

SECTION I

La séparation des patrimoines a-t-elle lieu de plein droit pour les créanciers ?

Aussi on se demande si cette séparation des patrimoines que le bénéfice d'inventaire produit au profit des héritiers a lieu aussi au profit des créanciers héréditaires de telle sorte que ceux-ci pourraient sans aucune démarche invoquer sur les biens héréditaires un droit de préférence à l'encontre des créanciers personnels de l'héritier bénéficiaire.

Sur ce point plusieurs opinions se trouvent en présence.

Dans une première tous les effets du bénéfice d'inventaire sont refusés dans tous les cas. Le bénéfice d'inventaire étant introduit dans l'intérêt de l'héritier, les créanciers ne sauraient l'invoquer pour se

1. Nous avons reproduit ici l'opinion de Laurent, t. X, p. 100.

dispenser de remplir les formalités ; d'autre part l'article 2111 est général et n'admet pas de distinctions. Cette dispense d'inscription accordée aux créanciers dans le cas d'acceptation bénéficiaire constituerait une anomalie dans notre régime hypothécaire.

Certains auteurs cependant, touchés par cet argument, dispensent de former la demande mais pas de prendre l'inscription.

D'après une seconde opinion la séparation des patrimoines a lieu de plein droit. Le but d'empêcher la confusion est déjà rempli par l'acceptation sous bénéfice d'inventaire et l'article 2111 prouve que l'inscription n'est pas nécessaire lorsque la demande ne l'est pas elle-même.

Les créanciers de la succession ne doivent pas être privés des droits qu'ils ont déjà acquis.

Enfin les partisans d'une troisième opinion admettent bien que la séparation des patrimoines est acquise de plein droit mais la font cesser avec la renonciation ou la déchéance de l'héritier bénéficiaire.

Nous pensons conformément à une jurisprudence (1) à peu près unanime que l'acceptation bénéficiaire d'une succession accompagnée d'un inventaire fidèle et exact

1. Metz, 25 juillet 1865, Sirey, 66.2.249.

Cassation, 8 juin 1863, S. 63.1.279.

Cassation, 11 janvier 1882, D. 83.2.124.

Cassation, 14 février 1894, D. 95.1.120.

Bordeaux, 6 janvier 1898, Dalloz, 99.2.473

emporte de plein droit la séparation au profit des créanciers du défunt et des légataires en les dispensant de prendre inscription dans les six mois de l'ouverture de la succession pour la conservation de leur droit de préférence sur les immeubles héréditaires.

La confusion des biens de l'héritier et de ceux du défunt se trouvant empêchée par l'acceptation bénéficiaire il est donc inutile d'avoir recours à la séparation des patrimoines pour obtenir un résultat déjà acquis.

On objecte que le bénéfice d'inventaire est établi dans l'intérêt de l'héritier et nullement dans celui des créanciers héréditaires qui sont protégés d'une façon distincte par la faculté de demander la séparation des patrimoines.

Il est vrai que c'est son intérêt unique que poursuit l'héritier en invoquant la séparation des patrimoines sous la forme du bénéfice d'inventaire, mais il n'en est pas moins exact qu'elle existe et il est impossible qu'elle existe pour lui sans exister en même temps pour les créanciers héréditaires.

Autrement en effet l'héritier conserverait ses droits contre la succession tandis que les créanciers héréditaires contre l'héritier s'éteindraient par confusion ; les servitudes de l'héritier sur les immeubles de la succession subsisteraient et celles du défunt sur les biens de l'héritier demeureraient éteintes. Cela serait évidemment d'une flagrante injustice, car l'héri-

tier s'enrichirait aux dépens des créanciers de la succession. Donc le bénéfice d'inventaire emporte de plein droit la séparation des patrimoines.

Mais comment en fait les droits de ces derniers seront-ils conservés sans aucune démarche de leur part ? La loi édicte, dans la question du bénéfice d'inventaire, des mesures destinées à assurer la conservation des biens héréditaires dans l'intérêt des créanciers du défunt (art. 802-809).

Ces mesures de la loi sont même la confirmation de notre solution. A quoi bon la conservation de ce gage s'il doit échapper aux créanciers du défunt, pour la plus grande partie peut-être, par suite du concours des créanciers personnels de l'héritier ?

Si on ne donne, en effet, aux créanciers héréditaires que l'actif de la succession, en leur refusant toute poursuite sur les biens de l'héritier, encore faut-il le leur donner complètement.

SECTION II

La séparation des Patrimoines subsiste-t-elle quand l'héritier est déchu du bénéfice ?

Si l'héritier vient à renoncer à son bénéfice ou à en être déchu, la jurisprudence (1) de la Cour de cas-

1. Metz, 25 juillet 1865. S. 66.2.249.

Cassation, Bordeaux, 11 janvier 1882.

Grenoble, 26 décembre 1891, D. 92.2.277.

sation et celle des cours d'appel admettent que l'héritier bénéficiaire ne peut par son fait priver les créanciers du bénéfice de la séparation.

La séparation des patrimoines une fois opérée persiste au profit des créanciers tant qu'ils ont intérêt à s'en prévaloir et le droit de préférence qui en résulte pour eux étant acquis, ils ne peuvent le perdre.

Cela est (1) d'autant plus évident que la renonciation expresse ou tacite de l'héritier à son acceptation bénéficiaire peut rester inconnue aux créanciers héréditaires, et que dans le cas où il encourt la déchéance du bénéfice d'inventaire par suite d'actes de disposition faits sans l'observation des formalités prescrites par la loi, ces créanciers sont seuls admis à invoquer cette déchéance.

Le premier arrêt que la Cour de cassation (2) ait rendu en ce sens s'exprime d'une façon très nette : « La séparation des patrimoines opérée par acceptation bénéficiaire ne peut, par rapport aux créanciers de la succession, disparaître et cesser d'avoir effet par la suite par le fait d'être héritier. » La peine d'être en ce cas considéré comme héritier pur et simple est établie en faveur des créanciers du défunt et ne peut par conséquent tourner contre eux et les priver de leur gage exclusif, c'est ce qui arriverait si l'héritier pouvait par un acte fait à l'insu de ses créanciers porter

1. Aubry et Rau, p. 506, t. VI.

2. Cassation, 18 juin 1863.

atteinte à leurs droits par suite des conséquences d'un fait où ils ont été étrangers.

Il existe d'ailleurs à l'appui de cette jurisprudence une raison pratique impérieuse : c'est la nécessité d'empêcher des fraudes trop faciles ; la collusion de l'héritier avec ses créanciers personnels, qui peuvent avoir grand intérêt à faire perdre aux créanciers de la succession le privilège que leur procure la séparation des patrimoines.

Si nous supposons par exemple que l'hérédité est bonne et que l'héritier est au-dessous de ses affaires ou même seulement que l'hérédité est moins insolvable que l'héritier, ils ont l'avantage, même en faisant certains sacrifices, à faire renoncer leurs créanciers pour pouvoir se payer sur les biens de la succession. Les créanciers héréditaires pourraient bien sans doute, d'une façon principale, réclamer la séparation des patrimoines conformément à l'article 878, comme s'ils se trouvaient en présence d'un héritier pur et simple ; mais plus de six mois ont pu s'écouler depuis l'ouverture de la succession et ils seront alors primés par les créanciers personnels de l'héritier, munis d'hypothèques.

Bien des auteurs cependant ne se sont pas ralliés à cette jurisprudence.

Laurent (1) entre autres, ne veut pas voir dans la

1. Laurent, tome X, n^o 81-82.

séparation des patrimoines résultant de l'acceptation bénéficiaire un droit acquis par les créanciers parce qu'ils ont été complètement étrangers à cet acte, mais seulement une conséquence de cette acceptation bénéficiaire, et dès lors cette conséquence ne peut plus subsister du moment qu'il n'y a plus succession bénéficiaire.

Il prétend même que ce serait accorder aux créanciers des droits qui ne peuvent se concevoir. L'héritier est propriétaire, donc il peut aliéner s'il le veut; en aliénant sans observer les formes que la loi prescrit, il renonce à son bénéfice et les créanciers ne peuvent s'y opposer; sinon ce serait leur donner le droit de demander la nullité de l'acte fait par l'héritier et ils ne peuvent le forcer à rester héritier bénéficiaire quand il veut être pur et simple.

Nous n'admettons pas son système, l'héritier bénéficiaire a bien le droit de disposer des biens de la succession mais son droit est limité à certaines conditions et en n'y satisfaisant pas il encourt une peine : la déchéance de son bénéfice, et cette peine établie contre lui est en faveur des créanciers et ne peut pas se tourner contre eux.

M. Demolombe déclare (t. XV, n° 172) que le bénéfice d'inventaire ne produit pas de plein droit la séparation des patrimoines pour les créanciers héréditaires, mais simplement l'un des effets de ce bénéfice, à savoir un droit de préférence sur l'actif

héréditaire à l'encontre des créanciers personnels de l'héritier. Ce droit d'ailleurs est lié à ce bénéfice, et par conséquent subordonné à la volonté de l'héritier. Si celui-ci renonce à son bénéfice et se rend héritier pur et simple, les créanciers héréditaires perdent le droit de préférence. Si les créanciers héréditaires veulent avoir la plénitude de la séparation des patrimoines, et notamment le droit de suite et mettre ce bénéfice à l'abri de la volonté de l'héritier, ils doivent remplir les formalités ordinaires de la séparation des patrimoines et prendre l'inscription de l'article 2111.

Un tel système nous paraît apporter dans la question une complication aussi inutile que contraire aux procédés ordinaires du législateur. Si le bénéfice d'inventaire procure un droit de préférence aux créanciers héréditaires, ce droit ne peut résulter que de la séparation des patrimoines car c'est l'unique base que la loi donne à cette préférence. S'il y a séparation des patrimoines, elle produit des effets moraux. Pourquoi donc faudrait-il pour le droit de suite une inscription qu'on n'exige pas pour le droit de préférence. L'article 2106 exige cette inscription et l'article 2111 applique cette règle à la séparation des patrimoines en fixant l'époque de l'inscription. Cependant M. Demolombe admet que la séparation des patrimoines se conserve en cas d'acceptation bénéficiaire, sans inscription ; c'est donc qu'ici la

séparation des patrimoines est acquise de plein droit et soustraite aux formalités ordinaires ; il est donc conséquent de l'y soustraire aussi au point de vue du droit de suite.

M. Baudry qui conteste aussi la solution admise par la jurisprudence reproduit le système de Laurent ; l'héritier est maître de son bénéfice d'inventaire et en le perdant il fait perdre aux créanciers de la succession et aux légataires la séparation des patrimoines qui en est la conséquence.

Il ajoute que le système de la jurisprudence conclut à ce résultat peu satisfaisant qu'en cas d'acceptation sous bénéfice d'inventaire la séparation des patrimoines se produit indépendamment de la publicité prescrite par l'article 2111 ; il recommande par mesure de prudence aux créanciers du défunt et aux légataires de demander la séparation des patrimoines, droit qui leur est reconnu (4 janv. 1898, Bordeaux, D. 99.2.473).

Nous arrivons aussi au point de savoir si les créanciers héréditaires, dans notre cas d'acceptation bénéficiaire, doivent prendre inscription sur les immeubles héréditaires.

Certains auteurs, quoique partisans de notre solution qui fait résulter du bénéfice d'inventaire la séparation des patrimoines au profit des créanciers de la succession, exigent l'inscription conformément à l'article 2111. Ils disent que cet article ne fait aucune

distinction et que d'ailleurs cette inscription est nécessaire pour avertir les tiers qui acquièrent du chef de l'héritier, soit la propriété, soit des droits réels.

Nous répondons que l'héritier est dans l'impuissance de consentir ces aliénations ou constitutions de droits réels, parce qu'il n'est qu'administrateur de la succession. S'il les réalise en fait, il renonce, à la vérité, pour lui-même à la séparation des patrimoines, mais ce bénéfice n'est pas pour cela perdu par les créanciers héréditaires. D'ailleurs le bénéfice d'inventaire est entouré par la loi d'une certaine publicité, précisément pour le porter à la connaissance des tiers et qui consiste dans la déclaration de l'héritier au greffe du tribunal dans le ressort duquel s'ouvre la succession où tout intéressé peut aller se renseigner.

Nous regardons cette inscription comme inutile. Qu'on ne dise pas que la loi ne fait aucune distinction en exigeant cette mesure dans l'article 2111, le texte en effet ne l'impose qu'aux créanciers et légataires qui demandent la séparation du patrimoine ce qui exclut le cas où ils ne l'invoquent pas d'une façon spéciale parce qu'ils l'ont de plein droit par l'effet du bénéfice d'inventaire.

S'il y avait non plus déchéance du bénéfice d'inventaire mais annulation de ce bénéfice, la jurisprudence relative au maintien de la séparation des patrimoines ne s'appliquerait plus. L'annulation fait dispa-

raître la séparation des patrimoines et les raisons sur lesquelles la jurisprudence s'appuyait n'ont plus de valeur ; le bénéfice étant censé n'avoir jamais existé n'a pu entraîner aucun avantage pour les créanciers héréditaires.

On n'a plus à redouter la fraude puisque l'annulation repose sur des motifs indépendants de la volonté de l'héritier et qui en outre étant contemporains de l'acceptation bénéficiaire elle-même ont dû être connus des créanciers (1).

SECTION III

Cas où une succession acceptée-bénéficiairement par l'héritier apparent est ensuite acceptée purement et simplement par le véritable héritier.

Supposons que l'acceptation bénéficiaire a été faite par un simple héritier apparent.

Quelque temps après, le véritable héritier se présente, évince l'héritier apparent et accepte purement et simplement. La séparation des patrimoines qui résultait pour les créanciers héréditaires du bénéfice d'inventaire de l'héritier apparent leur demeure-t-elle acquise ? Ou doivent-ils invoquer ce bénéfice de leur propre chef à l'encontre de l'héritier véritable ?

1. Opinion de M. Wahl. Rapporté au Sirey sous l'arrêt de la Cour de Grenoble ; 26 décembre 1891, S. 91, p. 394.

M. Blondeau (1) (p. 508) admet qu'ils n'ont aucune mesure à prendre et que la séparation des patrimoines demeure acquise. Cela ne nous paraît pas logique et nous préférons faire avec Aubry et Rau(2) la distinction suivante :

Tant que l'héritier apparent est demeuré en possession de la succession, les créanciers ont joui en fait et en droit (arg. de l'art. 1240) du bénéfice de la séparation des patrimoines ; qu'on n'objecte pas que l'héritier apparent n'a pas eu le droit de leur donner cette préférence, car les créanciers ne pouvaient pas le savoir, le voyant nanti des titres héréditaires et traité par tout le monde comme le véritable héritier, qu'il n'avait pas en réalité cette qualité. Ils auraient pu valablement recevoir de lui le paiement intégral (art. 1240) ; ils ont donc pu acquérir de son chef la séparation des patrimoines.

S'ils n'ont pas été payés lorsque se présente le véritable héritier la situation change ; c'est cet héritier qui est leur débiteur personnel, puisque, par hypothèse, il accepte purement et simplement. S'ils veulent acquérir une préférence sur les biens héréditaires à l'encontre de ses propres créanciers, ils doivent invoquer dans les formes ordinaires la séparation des patrimoines.

1. *Traité de la séparation des patrimoines.*

2. VI, p. 507, note 76.

Mais, dira-t-on, le délai de six mois de l'article 2111 est peut-être expiré ainsi que le délai de trois ans de l'article 880 et la séparation des patrimoines deviendra alors illusoire. Nous répondrons que ces délais ne commencent à courir dans notre cas que du jour où l'héritier véritable s'est révélé par la pétition d'hérédité.

SECTION IV

Cas où il y a un héritier mineur.

Il n'est pas nécessaire que tous les héritiers soient mineurs, la minorité de l'un d'eux produit la séparation des patrimoines à l'égard de tous et empêche que les héritiers majeurs qui ont accepté purement et simplement puissent valablement consentir sur leurs parts héréditaires aucune hypothèque en faveur de leurs créanciers personnels au préjudice des créanciers de l'héritier.

Il a été jugé que la séparation continue de subsister même après que l'un des héritiers a depuis sa majorité fait acte d'héritier pur et simple emportant à son égard déchéance de ce bénéfice ; seulement la déchéance a pour effet de donner aux créanciers de la succession le droit de poursuivre cet héritier sur ses biens personnels.

1. Nîmes, 21 juillet 1852. D. 54.2.266.

SECTION V

Cas où il y a plusieurs héritiers. Les uns acceptent sous bénéfice d'inventaire, les autres purement et simplement.

Si le défunt laisse plusieurs héritiers, ils peuvent exercer les options que la loi leur offre et chacun peut prendre le parti qui lui semble préférable.

Si nous supposons qu'une succession ait été acceptée purement et simplement par un héritier et bénéficiairement par un autre, la séparation des patrimoines résultant du bénéfice d'inventaire existera-t-elle à l'égard de l'héritier pur et simple ?

La loi n'a rien prévu et il nous semble que le régime bénéficiaire ne doit s'appliquer qu'à la part de celui qui a déclaré en faire la condition de son acceptation, il sera affranchi personnellement du paiement des dettes tandis que celui qui accepte purement et simplement sera tenu de sa part du passif personnellement et indéfiniment.

Cependant la jurisprudence (1) n'admet pas que la situation des créances héréditaires soit modifiée parce que plusieurs héritiers sont appelés à partager les

1. Nîmes, 5 mars 1855, D. 55.2.162.

Cass., 3 avril 1857, S. 58.1.286.

Cass., 25 août 1858, S. 59.1.65.

Paris, 10 janv. 1887, D. 87.2.273.

biens de leur débiteur défunt. Son patrimoine formait leur gage quand il vivait, il en sera de même après sa mort pourvu qu'un seul ait accepté sous bénéfice d'inventaire. Les créanciers pourront invoquer la séparation des patrimoines et ils ne la perdront même pas si le bénéficiaire venait à renoncer.

Un arrêt dont les motifs sont très intéressants rendu par la Cour de Metz (25 juillet 1865, S.66.2.249) refuse au créancier pur et simple le droit de donner à ses créanciers personnels des hypothèques lorsqu'un cohéritier a déclaré accepter la succession sous bénéfice d'inventaire. En effet « il importe peu que l'acceptation ait eu lieu de la part d'un seul des héritiers parce que le régime du bénéfice d'inventaire est indivisible, on ne concevrait pas une succession administrée bénéficiairement par l'un des héritiers et appréhendée purement et simplement par l'autre. L'inventaire d'ailleurs comprend tous les biens de la succession et par là même a pour conséquence de les soustraire au système de la confusion ».

Les choses doivent se passer comme s'il s'agissait d'une société commerciale. Les créanciers de la personne morale n'ont-ils pas sur son patrimoine un privilège à l'égard des créanciers personnels de chaque associé.

Dans une note au Sirey (1) M. Labbé répond que

1. 25 juillet 1865, S. 66.2.249.

sans doute l'inventaire comprend tous les biens de la succession et constitue un obstacle à la confusion, mais c'est la confusion de fait dont il s'agit, la confusion de droit demeure toujours possible.

N'aurait-elle pas lieu si après l'inventaire tous les héritiers avaient accepté purement et simplement. Qui dit indivision ne dit pas indivisibilité ; il n'y aurait aucune contradiction à admettre que les héritiers peuvent avoir sur les biens de la succession des pouvoirs inégaux. Les actes d'administration qui sont permis à l'héritier bénéficiaire comme à l'héritier pur et simple pourraient être faits par tous les deux. Quant aux actes de disposition, l'héritier pur et simple pourrait aliéner et hypothéquer les immeubles ; l'héritier bénéficiaire ne pourrait le faire ; mais pourquoi voir un obstacle à ce que le premier dispose de sa part quand le second ne le peut pas.

L'assimilation invoquée avec une société commerciale est certainement fausse ; d'ailleurs si on admettait que l'acceptation bénéficiaire a pour effet de créer une fiction de survivance du défunt, cette survivance ne saurait être invoquée que pour partie, dans la mesure de l'acceptation bénéficiaire.

La jurisprudence a confirmé son système par un arrêt de la Cour de Bordeaux (1). Elle a déclaré que tant que la succession est indivise, la séparation des

1. Bordeaux, 6 janvier 1898. D., 99, 2, 473.

patrimoines qui résulte de l'acceptation bénéficiaire de l'un des héritiers ne saurait être limitée à sa part héréditaire, par la raison que l'on ne sait pas quels sont les biens qui forment sa part. L'héritier bénéficiaire a un droit indivis sur la succession, donc son acceptation embrasse aussi indivisément la succession.

Nous répondrons avec Laurent (1) que l'héritier pur et simple pourrait tenir le même raisonnement et déclarer que l'hérédité étant indivise, tout le patrimoine du défunt doit se confondre avec ses biens personnels, il y aurait donc confusion et séparation pour le tout, ce qui serait absurde.

Mais ne croyons pas que la volonté d'un seul agissant bénéficiairement puisse enlever aux autres les avantages de la succession pure et simple. Les créanciers pourront poursuivre *ultra vires* l'héritier pur et simple et l'héritier bénéficiaire sur sa part, s'ils veulent prendre l'inscription de la séparation des patrimoines, ils pourront la demander sur tous les biens (arrêt du 6 janvier 1898, précité).

Baudry et Wahl adoptent la jurisprudence. La séparation résulte du bénéfice d'inventaire. « Il n'est pas possible de limiter à la part de l'héritier bénéficiaire, puisqu'on ignore quels biens composeront cette part. Il est vrai que la séparation des patrimoines

1. Laurent, t. X, n^{os} 86, 87.

n'est qu'une conséquence du bénéfice d'inventaire, mais aussi tant que le partage n'est pas effectué, l'administration bénéficiaire s'applique à toute la succession. C'est ce qui résulte de l'article 803 du Code civil. »

Aubry et Rau (1) défendent aussi cette jurisprudence ; ils l'ont rattachée à l'indivisibilité de la saisine. L'hérédité est aussi indivisible que le patrimoine d'une personne vivante. Lorsque plusieurs personnes se trouvent simultanément appelées à une même hérédité, elles en sont, jusqu'au partage, saisies d'une manière indivisible. L'acceptation bénéficiaire de l'une d'elles doit produire son effet sur la totalité de l'hérédité et empêcher, tant que celle-ci demeure indivise, toute confusion des parts idéales revenant aux héritiers purs et simples avec les patrimoines de ces derniers. Le privilège que l'acceptation bénéficiaire entraîne au profit des créanciers héréditaires aura la même étendue, les créanciers ne seront pas forcés de réclamer la séparation des patrimoines sur la part des héritiers purs et simples, elle résultera de l'acceptation bénéficiaire effectuée. Le partage limitera l'effet de la séparation aux biens qui sont tombés dans le lot de l'héritier ; à l'égard de l'héritier pur et simple l'inscription vaudra et conservera le droit des créanciers héréditaires sur les biens tombés dans

1. Aubry et Rau, 609, 367, note 22 ; 619, 506, note 74.

son lot, la séparation des patrimoines sera donc conservée à l'égard de l'héritier pur et simple ; pour l'héritier bénéficiaire, elle a lieu de plein droit.

On pourrait encore citer à l'appui de la jurisprudence un arrêt du 5 juin 1891 relatif aux pouvoirs de l'administrateur judiciaire. La Cour de Paris a décidé que les pouvoirs de l'administrateur nommé par le tribunal pour remplacer un héritier bénéficiaire négligent devraient s'exercer sur tous les biens de la succession, bien qu'un autre héritier ait accepté purement et simplement. Elle affirme ainsi l'impossibilité de fractionner à l'égard des créanciers héréditaires une succession acceptée bénéficiairement.

M. Planiol combat cette opinion au Dalloz 94. 2. 85.

CHAPITRE IV

Sur quels biens porte la séparation des patrimoines

De la séparation des patrimoines il résulte que le gage des créanciers est ce qu'il était du vivant du défunt et ne comprend que son patrimoine, mais il le comprend tout entier.

La séparation des patrimoines, a dit Lebrun, comprend toutes les sortes de biens (*Successions*, IV, chapitre II, section 2, 24) ; elle s'applique aux meubles comme aux immeubles, aux biens corporels comme aux choses incorporelles. Elle comprend aussi les fruits que les biens héréditaires ont produits pendant le délai accordé à l'héritier pour faire inventaire ; à condition toutefois qu'il n'y ait pas eu confusion de ces fruits avec les biens personnels de l'héritier. Elle a en effet pour objet de traiter les créanciers de la succession, en ce qui touche leur droit de gage sur le patrimoine héréditaire, comme si leur débiteur vivait encore : or il est clair que dans cette disposition, les fruits dont nous parlons seraient entrés dans leur gage. Les fruits sont un accessoire des biens

qui les produisent, ils grossissent le patrimoine du débiteur et ainsi le gage de ses créanciers ; or ici le véritable débiteur, c'est le défunt. C'est le cas de dire en détournant un peu la maxime de sa véritable signification : « *Fructus augent hereditatem.* »

Qu'on n'objecte pas que les fruits n'ont jamais appartenu au défunt et ne sauraient faire partie du gage de ses créanciers, nous répondrons qu'ils lui appartiendraient si le défunt vivait encore.

Qu'on ne dise pas non plus que par l'effet de la perception les fruits ont été acquis par l'héritier et sont entrés dans sa fortune personnelle, puisque, par hypothèse, les biens ont conservé leur individualité.

A quel titre les aurait-il acquis ? Il n'est évidemment pas possesseur de bonne foi puisqu'il est le véritable héritier ; ce ne peut être que comme propriétaire. Or il n'est propriétaire que sous la déduction des biens nécessaires pour payer les créanciers héréditaires et les accessoires de ces biens.

Les créances qui appartiennent au défunt tombent sous le coup de la séparation des patrimoines, il n'en faut pas même excepter les créances que le défunt

1. En ce sens : Caen, 26 février 1849 (S. 49.2.528) ; Aubry et Rau, t. VI, p. 477 ; Demolombe, XVII, n° 132.

En sens contraire : Arrêt du Parlement de Paris, 16 février 1694, cité par Merlin, *Répert. v° Séparation des Patrimoines*, § 4, n° 3.

Grenier, *Hypothèques*, n° 436 ; Massé et Vergé sur Zachariæ, II, p. 332.

avait contre l'héritier ; on ne peut dire qu'elles sont éteintes par confusion puisque l'effet du bénéfice d'inventaire est d'empêcher cette confusion.

Mais le droit des créanciers ne s'applique qu'à la succession telle qu'elle se comporte au moment du décès. Ainsi les biens donnés par le défunt en avancement d'hoirie et ceux que les héritiers font rentrer dans le patrimoine héréditaire par l'exercice du droit de réduction sont soustraits au privilège des créanciers. En effet aux termes des articles 857 et 921 ces biens ne doivent pas profiter aux légataires ni aux créanciers de la succession car l'action en rapport et l'action en réduction n'ont pas été faites pour eux, les biens ayant à leur égard été valablement donnés. Cependant on considère comme faisant partie des biens héréditaires tout ce qui leur est substitué par transaction ; par exemple dans le cas d'un immeuble ou d'une valeur mobilière échangés, la valeur en contre-échange, en vertu du droit de subrogation, est soumise à la séparation des patrimoines.

CHAPITRE V

L'héritier ne peut être poursuivi que sur les biens de la succession

L'héritier qui a accepté sous bénéfice d'inventaire ne peut être poursuivi pour les dettes, à plus forte raison pour les legs, que sur les biens qui composent l'hérédité ; ses biens propres sont à l'abri de toute responsabilité et de tout recours.

L'héritier bénéficiaire est héritier, donc il représente le défunt et par suite il est tenu de ses obligations et de ses promesses mais seulement sur les biens de la succession ; il ne faut pas que leur accomplissement excède les forces de l'hérédité.

Au lieu d'être un débiteur illimité comme le serait l'héritier pur et simple, c'est un débiteur limité qui ne peut être tenu des dettes de la succession que jusqu'à concurrence des biens qu'il a recueillis (art. 802).

Les créanciers héréditaires ne peuvent donc s'attaquer qu'aux biens composant le patrimoine du défunt ; mais ceux-ci forment leur gage exclusif en ce sens que les créanciers de l'héritier ne peuvent

pas venir le leur disputer ; ils ne pourront demander leur paiement que sur ce qui restera des biens héréditaires lorsque toutes les charges auront été payées.

S'il y a plusieurs héritiers bénéficiaires les dettes se divisent entre eux de sorte que chacun n'est tenu que sur sa part héréditaire. Cette opinion généralement admise (1) est basée sur l'article 1220. Les héri-

1. En ce sens :

Aubry et Rau, t. VI, p. 502, note 68.

Blondeau, p. 573 et suiv.

Demolombe, XVII, n° 211.

Mourlon. *Traité des subrogations personnelles*, p. 473.

En sens contraire :

Barafort, n° 187.

Demante, III, 222 bis, II et III.

Duranton, XIX, n° 224.

Hureau. *Études sur le Code civil*, t. II de la Séparation des Patrimoines.

Leurs motifs consistent en une *considération générale*. Sans l'indivisibilité aussi étendue, le but de la séparation des patrimoines qui est d'affecter tous les biens de la succession au paiement intégral des créanciers héréditaires serait manqué ; la séparation des patrimoines devient ainsi un remède illusoire contre l'insolvabilité des héritiers, ce qui est contraire à la loi.

Dans des arguments de principe. — L'indivisibilité de la séparation des patrimoines, entendue en ce sens qu'elle permet de saisir les biens héréditaires sur l'un quelconque des héritiers pour le total du passif de la succession, découle logiquement de la nature de son but.

Elle a pour effet de rétablir les choses dans l'état où elles seraient si le débiteur vivait encore et de permettre aux créanciers de la succession de se payer dans ces conditions. Si le défunt vivait, ses créanciers pourraient demander le total de leurs créances sur l'un quelcon-

tiers ne sont tenus de payer les dettes que pour les parts dont ils sont saisis et tenus comme représentant du débiteur ; or chacun ne représente la personne du défunt que pour sa part héréditaire, donc il ne doit être obligé que pour cette part.

La doctrine contraire, en permettant aux créanciers héréditaires de demander le total à l'un des héritiers, nécessiterait de la part de ce dernier des actions récursoires contre ses cohéritiers. La loi n'est pas favorable à ces actions qui sont une source de complications et de frais, elle a donc divisé les dettes de plein droit.

Le législateur a même dérogé aux effets de la subrogation légale. Lorsqu'un cohéritier a, par l'effet d'une hypothèque, payé intégralement une dette hypo-

que de ses biens, donc il doit en être de même en vertu de la séparation des patrimoines.

Dans des arguments de textes. — La séparation des patrimoines est un privilège (2111). Or le privilège est indivisible (art. 2083, 2085 et 2114). Or l'effet de cette indivisibilité est de permettre au créancier le total de sa créance sur l'un quelconque des biens grévés : « Est tota in qualibet parte totius rei. »

Les légataires ont une hypothèque légale sur les immeubles de la succession, il est certain qu'en vertu de cette hypothèque, ils peuvent demander à un seul des héritiers le total de leur legs et non pas sa part dans le legs, sur les immeubles héréditaires mis en son lot.

Il n'est pas admissible que la garantie des créanciers héréditaires soit moins forte que celle des légataires, l'esprit du Code étant de traiter les créanciers qui luttent « de damno vitando » plus favorablement que les légataires.

thécaire et qu'il existe d'autres immeubles hypothéqués à la même dette dans les lots de ses cohéritiers, on devrait logiquement décider que celui qui a payé pourra, grâce à l'hypothèque, demander le tout, moins sa part contributaire, à l'un quelconque de ses cohéritiers par l'action hypothécaire, sauf à celui-ci à se retourner contre un autre cohéritier de la même façon. L'article 875 exclut journellement ce mode de procéder et dit que l'héritier devra diviser son recours, nonobstant l'hypothèque à laquelle il est subrogé.

Le principe de la division des dettes est posé dans les articles 873 et 2111 ; ces articles excluent le concours des créanciers des héritiers avec les créanciers héréditaires sur les biens de la succession mais ils ne modifient pas la division des dettes entre les héritiers. La séparation des patrimoines produit ses effets à l'encontre des créanciers des héritiers et non pas à l'encontre de la division du passif héréditaire entre les héritiers.

On a objecté cependant que le droit de gage dont tous les créanciers jouissent sur les biens de leur débiteur est de sa nature indivisible et que la séparation des patrimoines en faisant revivre ce droit s'oppose soit à la division des dettes entre les héritiers, soit du moins à la division du gage (1).

Mais nulle part il n'est dit que la séparation des

1. Aubry et Rau, t. VI, p. 502.

patrimoines rende les dettes indivisibles, l'article 1220 au contraire exige la séparation de plein droit ; sans doute elle donne un droit de préférence opposable aux créanciers personnels de chaque héritier sur les biens mis dans le lot de celui-ci, mais ce droit de préférence est opposable seulement jusqu'à concurrence de la part de l'héritier dans la dette. Avant le partage le gage des créanciers héréditaires reste ce qu'il était du vivant du *de cujus*, il ne comprend que son patrimoine mais il le comprend tout entier, les créanciers peuvent faire saisir les biens et les faire vendre mais une fois le partage opéré, ils sont autant de débiteurs qu'il y a de cohéritiers et ceux-ci ne sont pas tenus *in solidum*.

CHAPITRE VI

La séparation des patrimoines empêche la confusion des biens

Un autre effet de la séparation des patrimoines résultant de l'acceptation bénéficiaire de la succession c'est que l'héritier possesseur de deux patrimoines absolument distincts ne confond pas ses biens personnels avec ceux de la succession ; les relations qui existaient entre le défunt et l'héritier se maintiennent entre la succession et son patrimoine personnel.

Ce que la loi dit des droits personnels (art. 802) s'applique aussi aux droits réels ; Pothier du reste avait formulé le principe en des termes plus généraux en disant que « les droits et actions que l'héritier avait contre le défunt ne se confondent pas ». En effet si un immeuble héréditaire est grevé d'une servitude au profit d'un autre immeuble appartenant à l'héritier, elle continuera d'exister, puisque la confusion ne se produisant pas ne peut l'éteindre ; de même l'héritier conserve ses droits d'usufruit et d'hypothèque qu'il peut avoir sur la succession.

L'héritier bénéficiaire garde le droit de poursuivre contre la succession les créances qu'il avait contre le défunt, et devra agir contre ses cohéritiers, ou s'il n'en a pas, ou s'ils sont aussi demandeurs, contre un curateur au bénéfice d'inventaire nommé dans la même forme que le curateur à la succession vacante (Code Procédure, 996).

Si au contraire l'héritier est débiteur du défunt, les autres héritiers pourront le poursuivre, à leur défaut les créanciers provoqueront la nomination d'un curateur chargé de former la demande contre l'hérédité, ou, selon certains auteurs (1), demanderont simplement à l'héritier de faire figurer dans son compte au chapitre des recettes la somme dont il était débiteur.

L'héritier bénéficiaire créancier de la succession n'a jamais le droit de recourir aux voies ordinaires et de saisir les biens qui la composent; s'il y contrevient il est responsable de toutes les dépenses qu'il a faites; la loi ne lui donne que le droit de vendre, encore doit-il se soumettre aux formes qui lui sont prescrites.

En ce qui touche les créances, il bénéficie de la suspension de la prescription, car il ne pourrait l'interrompre qu'en se poursuivant lui-même, ce qui occasionnerait des frais inutiles.

1. Demante, III, p. 190, n° 125, III; Demolombe, t. XV, p. 239, n° 200.

Du principe que les biens de l'héritier ne se confondent pas avec ceux de la succession, on a déduit la conséquence que l'héritier est un tiers par rapport à l'hérédité (1).

La conséquence est trop absolue ; à côté de la fiction du bénéfice d'inventaire qui sépare distinctement les deux patrimoines, il y a la réalité qui nous fait voir, dans l'héritier bénéficiaire, un représentant de la personne du défunt et non un tiers.

La fiction l'emporte cependant souvent, ainsi il est admis que les actes sous seings privés souscrits par le défunt n'ont date certaine à l'égard de l'héritier bénéficiaire qui agit comme créancier ou successeur à titre particulier de ce dernier, que du jour de son décès s'ils n'ont été antérieurement enregistrés ou relatés dans un acte authentique. Cette décision est trop absolue, nous dit Laurent (t. X), l'héritier bénéficiaire étant héritier, par suite ayant cause à titre universel, donc l'acte fait foi de son contenu et de sa date à son égard s'il a été reconnu par le défunt ou vérifié par lui. C'est un engagement contracté par lui, donc l'héritier bénéficiaire est tenu dans les limites du profit qu'il retire de l'hérédité.

D'autres fois l'idée de séparation des patrimoines amène l'héritier à jouer un double rôle, ainsi lorsque l'héritier est créancier hypothécaire la loi lui permet

1. Zachariæ, édition d'Aubry et Rau, t. IV, p. 352.

d'exercer tous les droits qu'elle accorde aux créanciers en général ; il faut alors voir en lui deux personnes distinctes (1). Il poursuit la vente en sa qualité d'héritier c'est-à-dire d'administrateur de la succession ; puis en sa qualité de créancier, il surenchérit ; il peut même se porter adjudicataire sans que l'on puisse lui opposer ni l'article 1596 qui défend au mandataire d'acheter lui-même les biens qu'il est chargé de vendre, ni l'article 811 (C. procéd. civ.) qui écarte le saisi de l'adjudication de ses biens.

Il en est de même pour purger les immeubles héréditaires, dont il s'est rendu acquéreur, des hypothèques qui lui ont été consenties par le défunt, il peut le faire sans que les créanciers hypothécaires puissent lui opposer sa qualité d'héritier.

Mais l'héritier bénéficiaire ne pourrait exercer en son propre nom et dans son intérêt personnel, ni le retrait litigieux d'une créance sur la succession, ni le retrait successoral, puisqu'en le faisant il deviendrait tiers cessionnaire de la créance ou de la part héréditaire retrayée et il serait comme tel soumis lui-même au retrait (2).

Si l'héritier bénéficiaire intente de son chef une action contre un tiers, celui-ci ne pourra pas lui répondre par une exception née du chef du défunt ; ainsi il pourra revendiquer son bien vendu par le

1. Demolombe, t. XV, p. 225, n° 153.

2. Tambour, p. 308 ; Demolombe, p. 190.

défunt sans se voir repoussé par l'exception de garantie, mais comme héritier bénéficiaire, il sera tenu dans la mesure de son émolument, des diverses condamnations qui pourront être prononcées au profit de l'acquéreur évincé.

Une autre exception encore ne nous semble pas opposable à l'héritier ; s'il se trouve créancier personnel d'un tiers qui est lui-même créancier du défunt, il ne peut y avoir compensation. La compensation suppose l'existence de deux personnes qui sont débitrices et créancières à la fois l'une de l'autre ; or le tiers est bien créancier et débiteur mais il a devant lui deux personnes différentes, c'est le défunt qui était son débiteur et son créancier, la confusion des deux patrimoines ne s'étant pas produite, la condition essentielle de la compensation manque (1).

1. Planiol, t. III, p. 628.

CHAPITRE VII

L'héritier bénéficiaire est chargé d'administrer

Du patrimoine du défunt l'héritier bénéficiaire est propriétaire, mais comme il l'est sous une condition qui déroge au droit commun, en ce sens que son acceptation bénéficiaire lui permet de ne payer les dettes que jusqu'à concurrence de la valeur des biens qui lui étoient, l'article 803 le charge d'administrer la succession par mesure de garantie pour les créanciers héréditaires et les légataires.

Ce n'est donc pas une simple faculté pour lui, c'est une obligation que la loi lui impose, mais elle est toute à son avantage, en sa qualité de propriétaire il est intéressé à ce que les opérations soient faites avec le plus de soin, puisqu'il se trouve appelé à profiter de l'excédent de l'actif sur le passif. Du reste cette administration ne durera pas longtemps généralement puisque les intérêts de tous, créanciers et héritier, sont d'aboutir au plus vite à une liquidation, et s'il la trouve trop lourde, il peut, comme nous le verrons plus tard, s'en décharger en abandonnant la succes-

sion elle-même. En sa qualité d'administrateur il doit interrompre la prescription, mettre les débiteurs en demeure, faire courir les intérêts moratoires, recevoir les sommes exigibles, faire les baux ou les renouveler, intenter et soutenir les procès relatifs à la succession, d'une façon générale faire les actes tendant à conserver et faire fructifier les biens héréditaires.

Il peut provoquer le partage de la succession ou d'objets indivis, s'il le trouve utile, il peut exercer le retrait litigieux ou successoral, aucune disposition de la loi ne limite ni ne réglemente le droit de l'héritier bénéficiaire en ce qui concerne l'exercice actif ou passif des actions relativement aux biens composant l'hérédité et l'exercice de ces actions rentre dans le pouvoir de liquidation qui appartient à l'héritier (1).

Étant administrateur non salarié la loi ne rend l'héritier bénéficiaire responsable que de la faute grave, celle qu'il ne commettrait pas dans la gestion de ses propres intérêts (2); le Code n'a du reste fait dans son article 804 que reproduire la fin de ce passage des *Successions* de Pothier (3): « On exige de la bonne foi dans l'administration, mais on n'exige pas de lui d'autre diligence que celle dont il est capable et qu'il a coutume d'apporter dans ses propres affaires. C'est

1. Murlon, t. II, chap. V.

2. Cass., 29 nov. 1887, S. 88.1.249; Cass., 26 nov. 1890, D. 11.1.345.

3. Pothier, chap. III, sect. 3, art. 4.

pourquoi il n'est tenu envers les créanciers que de la faute lourde, *culpa lata*. »

Mais s'il administre mal au point de compromettre les intérêts des créanciers, il est reconnu par bien des auteurs que ces derniers pourront s'adresser au tribunal pour demander qu'il soit dessaisi et que l'administration soit confiée à un gérant nommé par lui.

Pour nous qui voyons dans l'héritier le successeur et le représentant du défunt, il nous paraît arbitraire que le tribunal puisse dessaisir l'héritier saisi et le remplacer par un autre administrateur ; cependant de nombreux arrêts de jurisprudence (1) l'admettent. « Les créanciers peuvent en cas d'inaction de l'héritier bénéficiaire exercer les droits et actions du défunt en vertu de l'article 1166, et les tribunaux en confiant à un tiers l'administration provisoire d'une succession bénéficiaire à raison de l'inaction ou de la non diligence de l'héritier bénéficiaire et en confiant à ce tiers le pouvoir d'ouvrir tous ordres, usent d'un droit qui leur appartient. »

Quelques auteurs (2) admettent cette jurisprudence mais avec un tempérament ; la nomination d'un administrateur serait fondée si par son incurie, sa né-

1. Douai, 13 août 1855, D. 56.2.92, S. 56.2.249 ; Paris, 9 février 1892, D. 92.2.229, S. 93.2.113.

2. Demolombe, XV, 226 ; Aubry et Rau, VI, § 618, p. 450, note 22 ; Zachariæ, § 619, note 8

gligence ou son ineptie l'héritier compromettrait sérieusement les intérêts des créanciers.

M. Planiol expose son opinion (D. 94.2.85) en critiquant un arrêt de la Cour de Paris du 6 juin 1891 qui décide que les pouvoirs de l'administrateur nommé par le tribunal, pour remplacer un héritier bénéficiaire négligent devraient s'exercer sur tous les biens de la succession bien qu'un autre héritier ait accepté purement et simplement (1).

Le remplacement de l'héritier négligent lui semble légitime lorsqu'il ne remplit pas les conditions de l'article 803 (2) ; mais l'extension du pouvoir de l'administrateur en dépit de la présence d'héritier pur et simple lui paraît incompatible avec les principes les plus essentiels : l'indépendance respective des héritiers, le caractère absolu de leur droit, la complète disponibilité du patrimoine entre les mains de son titulaire lorsque la loi ne lui a pas apporté d'entraves. Comment justifier une décision qui dépouille un héritier de la disposition de sa part successorale par la voie indirecte d'une mesure prise contre un cohéritier. Contre un héritier pur et simple appelé à la succession cette mesure n'eût pas été possible, comment peut-elle le devenir parce qu'un cohéritier

1. D. 94.2.281, S. 94.2.113.

2. Cet article impose d'administrer. S'il ne le fait pas, l'application de l'article 1144 du Code civil doit amener sa destitution et son remplacement.

ayant usé de son droit de n'accepter la succession que sous bénéfice d'inventaire n'a pas ensuite rempli les obligations que la loi lui impose et a motivé contre lui une sorte de déchéance.

M. Planiol conclut à la nécessité de procéder tout d'abord au partage, mais ceci n'est pas admis par la jurisprudence.

M. Wahl pense au contraire que cette nouvelle garantie que la jurisprudence a créée au profit des créanciers héréditaires était inutile. La loi dans les articles 909, 932, 988, 989, 577 du Code de procédure civile et 805, 806 et 808 du Code civil leur offre des moyens suffisamment nombreux pour la défense de leurs intérêts.

S'il y a plusieurs héritiers, ils se partagent la succession, chacun administre sa part héréditaire et n'est responsable que de sa gestion. Il arrive parfois qu'ils font nommer par le tribunal l'un d'eux comme seul administrateur, il gérera alors dans l'intérêt de tous ceux qui ont des droits sur la succession.

CHAPITRE VIII

Liquidation du patrimoine du défunt

L'administration d'une succession bénéficiaire est en somme une liquidation. La loi n'établit pas pour l'héritier l'obligation de liquider, mais son intérêt est de transformer au plus vite en argent les biens qui composent la succession pour pouvoir payer les créanciers et les légataires et jouir ensuite du reliquat une fois que toutes les charges auront été acquittées.

Pour réaliser l'actif héréditaire le premier soin de l'héritier bénéficiaire est de recouvrer les créances ; mais il faut remarquer que souvent il ne recevra pas les sommes dues entre ses mains ou devra donner caution ; l'article 806 nous dit en effet que les prix des immeubles grevés de privilèges et hypothèques doit être délégué aux créanciers hypothécaires et l'article 807 que l'héritier bénéficiaire doit donner caution de la portion du prix des immeubles non déléguée aux créanciers.

L'héritier n'est pas tenu de vendre les meubles ; mais il le fera souvent pour ne pas être forcé de payer les dettes du défunt avec ses deniers personnels.

La loi dans ce cas l'oblige de vendre les meubles de la succession par le ministère d'un officier public, aux enchères et après les affiches et publications accoutumées ; les articles 989 et 945 et suivants du Code de procédure règlent d'une manière précise dans quelle forme la vente doit se faire. S'il les vendait à l'amiable, les créanciers pourraient le traiter comme ayant fait acte d'héritier et par suite comme héritier pur et simple. Ici on doit entendre par meubles, les meubles corporels, aussi bien que les choses corporelles, donc les créances et les rentes, à l'exception des fruits et denrées que l'héritier peut vendre comme le pourrait un successeur qui n'a pas encore pris parti. La définition des meubles de l'article 333 ne doit pas être appliquée (1).

L'article 989 du Code de procédure étendit aux rentes constituées sur particuliers la disposition de l'article 815. Il n'y a que les rentes sur l'État qui sont l'objet de dispositions spéciales. Une loi du 24 mai 1806 portant que les tuteurs et mineurs émancipés ne pouvaient transférer que les rentes de 50 fr. sans affiches et publications avait été appliquée par analogie à l'héritier bénéficiaire (2) par un avis du Conseil d'État du 11 janvier 1808. Mais la loi du 24 mars 1806 a été abrogée par la loi du 27 février 1880 et la

1. Planiol, t. III, p. 631.

2. Au delà de 50 francs l'héritier devait demander l'autorisation de la justice.

jurisprudence en a conclu que l'avis du Conseil d'État disparaissait en même temps. Dès lors l'héritier aurait dû pouvoir vendre librement sans autorisation ni formalités toutes les valeurs mobilières autres que les rentes sur particuliers régies par l'article 989. Cependant la Cour de cassation a introduit une autre jurisprudence et regarde comme un principe, indépendant de la loi de 1806 et de l'avis de 1808, l'impossibilité pour l'héritier bénéficiaire, simple administrateur de la succession, d'aliéner les biens de toute nature qui en dépendent. Quelle que soit la valeur de la rente à transférer, une autorisation de justice est nécessaire (1).

Cette jurisprudence est fort critiquable ; elle ne voit plus dans l'héritier un propriétaire, mais un simple administrateur ; de plus elle fait entamer une foule de frais inutiles et considérables pour une vente de minime importance.

La Cour de cassation (2) essaie de parer à ces inconvénients en facilitant la vente quand l'héritier bénéficiaire est un mineur émancipé par le mariage et capable d'aliéner les valeurs mobilières avec la seule autorisation de son curateur par la loi du 27 février 1880.

L'héritier bénéficiaire ne peut vendre les immeubles

1. Cassation, 4 avril 1881, D. 81.1.241, S. 81.1.206.

2. Cassation, 13 août 1884, D. 84.1.103, S. 84.1.177, et sous cet arrêt la note de M. Lyon-Caen (Sirey).

qu'avec l'autorisation du tribunal et dans la forme des ventes de biens du mineur (art. 806). Nous avons déjà vu que s'il ne remplit pas ces conditions, il perd le bénéfice de son acceptation bénéficiaire ; nous n'avons pas à y revenir.

S'il y a plusieurs héritiers, l'héritier liquidateur ne peut garder pour lui seul le bénéfice des opérations qu'il a faites avec un créancier héréditaire à propos d'une dette de la succession ; il doit communiquer l'avantage qu'il en a retiré à tous ses cohéritiers ; il n'a pas agi en qualité d'héritier bénéficiaire indépendant de la succession mais comme représentant de cette dernière et à ce titre comme mandataire de ses cohéritiers.

CHAPITRE IX

Païement des dettes et des legs

Chargé de liquider la succession après en avoir réalisé l'actif, l'héritier bénéficiaire doit, pour régler les dettes et les libéralités du défunt, distribuer les sommes qu'il a recueillies aux créanciers et aux légataires.

Pour ce règlement l'organisation du bénéfice d'inventaire est très défectueuse : Le bénéfice du terme subsiste ; quand il y a des créanciers dont le droit n'est pas encore échu, l'acceptation bénéficiaire ne rend pas les dettes immédiatement exigibles. Les créanciers pourront se présenter à l'ordre pour être convoqués mais ils ne pourront exiger leur paiement qu'à l'échéance du terme.

La déchéance de ce dernier ne pourrait être obtenue qu'au moyen d'une décision judiciaire qui prononcerait l'état de déconfiture du patrimoine successoral (1). Mais sur ce point les auteurs ne sont pas

1. C'est l'opinion de la Cour de cassation défendue par M. Labbé, La décision du Tribunal ne saurait avoir un effet rétroactif, elle est

d'accord. M. Planiol (1) entre autres repousse la nécessité d'un paiement en se basant sur le silence de la loi et sur la tradition. Pour remédier aux inconvénients qui résulteraient de la déchéance légale du terme, en cas par exemple où le débiteur de la succession serait son créancier à terme et voudrait se prévaloir de la compensation, il propose de distinguer entre la possibilité de produire à la distribution et la déchéance du terme.

La première seule serait ouverte par l'acceptation bénéficiaire ; pour obtenir la seconde un jugement serait nécessaire.

Conformément à la maxime : *Nemo liberalis, nisi liberatus*, les créanciers doivent être réglés les premiers, ils auraient un recours contre les légataires payés à leur préjudice.

Les créanciers eux-mêmes doivent être rangés en plusieurs classes. « Les biens du débiteur, dit la loi de 1855, sont le gage commun de ses créanciers, et le prix s'en distribue entre eux par contribution, à moins qu'il n'y ait entre les créanciers des causes légitimes de préférences », privilèges et hypothèques. Les créanciers qui ont un privilège sur ces immeubles sont préférés aux créanciers hypothécaires et

constitutive et non déclarative d'un état juridique. Cass., 30 mars 1892 S. 93.1.481 et note de Labbé.

1. Cassation, 30 mars 1892, D. 93.1.281.

entre ces derniers le rang des inscriptions règle l'ordre des paiements.

D'après l'article 806, l'héritier qui a vendu un immeuble doit déléguer le prix aux créanciers hypothécaires « qui se sont fait connaître » ; dans l'ancien droit, où les hypothèques étaient occultes et les créanciers connus que par leurs oppositions faites après l'affichage de l'acte de vente au greffe du Tribunal, cette expression avait une raison d'être, mais aujourd'hui comme les créanciers hypothécaires doivent prendre inscription ils n'ont plus à se faire connaître. L'héritier bénéficiaire ne doit donc pas recevoir entre ses mains le paiement du prix des immeubles ; les tiers acquéreurs versent directement l'argent aux créanciers qui remettent à l'héritier le reliquat du prix, s'il est supérieur au montant des dettes.

Le paiement des créanciers se fait dans l'ordre de préférence établi entre eux par leurs inscriptions et par la loi.

Les créanciers chirographaires sont divisés en deux classes selon qu'ils ont fait opposition ou non.

Qu'entend-on alors par créanciers opposants ?

Certains auteurs ont pensé que ce terme ne s'appliquait qu'aux créanciers ayant fait valablement saisie-arrest ; ils invoquent l'autorité de Pothier qui parle de créanciers qui ont fait « leurs diligences, qui se sont, par exemple, opposés aux scellés et à la vente

des meubles ou qui ont fait des saisies-arrêts » (1).

D'après Aubry et Rau (2), les créanciers ou légataires doivent être considérés comme opposants dans le sens de l'article 808 par cela seul qu'ils ont fait connaître à l'héritier d'une manière non équivoque et par des actes susceptibles d'être opposés aux autres créanciers et légataires, leur intention de se faire payer sur les deniers de la succession ; en somme les actes doivent être authentiques et c'est la même opinion qu'a Laurent (t. X) (3).

Il n'admet pas qu'on puisse dire que le créancier qui notifie son titre et ses prétentions forme opposition ; il fait seulement connaître sa qualité de créancier et demande son paiement, mais il ne s'oppose à ce que d'autres soient payés (4).

M. Boistel dans une note au Dalloz (95.1.193) estime que ce système est logique et fait valoir l'harmonie entre les articles 808 et 809, tels que Laurent les interprète, et l'ensemble des dispositions du droit civil sur l'exercice des droits des créanciers chirographaires. Si l'article 2093 dit que les biens d'un débiteur forment le gage commun des créanciers et que le prix s'en distribue entre eux par contribution,

1. *Successions*, ch. III, sec. 3, § 6.

2. Aubry et Rau, t. VI, p. 453.

3. Critique de la théorie de Chabot, t. II, p. 209.

4. Laurent reconnaît du reste les inconvénients de cette théorie, p. 189.

cette règle ne s'applique qu'entre ceux qui après une saisie faite par l'un d'eux ont fait opposition à la saisie ; il s'agit d'opposition par huissier.

En jurisprudence une interprétation plus libérale a prévalu, pour être créancier opposant il suffit d'avoir fait connaître d'une façon quelconque son existence à l'héritier et manifesté son intention d'être payé par lui.

Les actes qui peuvent faire connaître à l'héritier l'existence d'une créance sont une signification du titre du créancier, une mesure d'exécution quelconque dirigée par le créancier contre l'héritier (Cass., 13 mars 1866, D. 66.1.257), la nomination d'administrateurs ou de liquidateurs des biens de la succession ou même le simple fait que l'héritier a versé un acompte au créancier (1).

La question de savoir si une lettre missive ne suffisait pas pour faire opposition a été posée parfois ; mais

1. Jurisprudence sur cette matière :

Cass. civ., 11 janvier 1882. D. 82.1.864.

Cass. civ., 26 novembre 1890. D. 91.1.345.

Cass. civ., 4 juillet 1892. D. 92.1.481.

Orléans, 18 avril 1894. D. 95.2.184.

Douai, 24 janvier 1901. D. 1902.2.302.

Douai, 30 juin 1904. D. 1905.2.392.

Auteurs en ce sens :

Zachariæ, édition Aubry et Rau, t. IV, p. 368, note 37.

Demolombe, XV, p. 327.

Chabot, t. II, p. 207.

nous n'avons pas trouvé d'arrêts permettant de la trancher(1).

L'opposition est personnelle, chaque héritier doit faire individuellement opposition ; ceux qui ne jugent pas à propos de la faire ne retirent aucun droit des oppositions faites par les autres.

Ceci nous paraît critiquable car les créanciers qui avaient acquis du vivant de leur débiteur un droit de préférence, soit en vertu de la nature de leur créance, soit en vertu de conventions, se verront primés après sa mort, s'ils n'ont pas fait opposition, par des créanciers chirographaires.

S'il y a des créanciers opposants ils sont payés dans l'ordre qui est déterminé par la loi hypothécaire et les créanciers chirographaires par contributions (2). Le principe posé parmi par l'article 808 dont nous venons de reproduire l'esprit a une conséquence importante au point de vue de la compensation.

1. Limoges, 20 novembre 1903, D. 1909.2.373.

Cet arrêt ne tranche pas la question mais la généralité des termes employés dans les décisions précitées laissent supposer qu'une simple missive serait suffisante pour constituer une opposition dans le sens de l'article 808 du Code civil.

2. Cet article suppose qu'il y a toujours lieu à une procédure d'ordre. Cela n'est pas exact, le juge n'intervient que lorsqu'il y a une contestation à décider. Si les créanciers s'entendent pour être payés dans un certain ordre, ils peuvent régler leur intérêt par convention.

On se demande si les créanciers opposants qui sont en même temps débiteurs du défunt, dont la succession a été acceptée sous bénéfice d'inventaire, peuvent invoquer la compensation.

La compensation ne pourra s'opérer que lorsque les droits de tous seront réglés, ce n'est qu'à ce moment que leurs créances deviennent liquides. Alors elles seront compensables mais en fait il n'y aura pas compensation puisque les dettes auront été recouvrées, et les créanciers qui sont en même temps débiteurs auront dû payer ce qu'ils doivent puisqu'ils n'ont pu se prévaloir de la compensation (1).

L'héritier, nous dit la loi, ne doit pas payer jusqu'à ce que l'ordre soit arrêté par convention ou par jugement. S'il paie au mépris des oppositions qui ont été faites, il ne sera pas déchu du bénéfice d'inventaire (2), mais les créanciers pourront recourir contre lui-même, il est alors responsable personnellement de sa faute et tenu sur son propre patrimoine de réparer le préjudice causé.

Mais dans quelle mesure l'héritier est-il personnellement responsable, est-ce pour le montant total des créances des opposants ?

Pas du tout, autrement ceux-ci seraient favorisés ; il est responsable simplement du dividende qu'ils

1. Laurent, t. X, p. 191. Massé et Vergé sur Zachariæ, t. II, p. 344.

2. Chabot a soutenu la théorie contraire, t. II, p. 180.

auraient obtenu s'il avait respecté leur opposition.

Les créanciers ont aussi un recours contre les légataires, l'article 809 ouvre un recours contre eux, même aux créanciers non opposants qui se présentent après l'apurement du compte, à plus forte raison doit-il être accordé aux créanciers opposants.

On a même conclu d'un argument *a contrario* de l'article 809 que les créanciers opposants ont en plus un recours contre les créanciers payés. L'article précité n'accorde aux créanciers non opposants de recours que contre les légataires, ce qui suppose que s'ils avaient fait opposition, ils l'auraient eu même contre les créanciers. C'est, d'après M. Planiol, la sanction de l'article 808. Si l'héritier ne tient pas compte de l'ordre dans lequel il doit payer, son paiement est nul sinon certains créanciers recevraient plus que leur part (1).

Mais par quelle action les créanciers ou les légataires opposants exercent leur recours ? On reconnaît généralement qu'ils ont une action directe contre les créanciers payés à leur préjudice ; Demante et Demolombe la font découler de l'article 809 qui donne une action directe aux créanciers non opposants contre les légataires, or cette disposition implique que les créanciers opposants ont un recours contre les créanciers payés à leur préjudice, action également directe.

1. Aubry et Rau sur Zachariæ, t. IV, p. 358, note 30 ; Demolombe, t. XV, p. 329, n° 302-303.

D'autres systèmes ont été proposés, certains auteurs ont mis en avant l'Action Paulienne, mais comme elle ne profite aux créanciers que s'il y a eu fraude et de la part du débiteur et de la part du créancier payé, et elle ne profite pas exclusivement à celui qui l'intente, rarement le créancier en retirerait un bénéfice.

D'autres auteurs ont voulu voir les créanciers agir du chef de l'héritier, qui serait considéré comme ayant payé l'indu en versant aux créanciers plus que leur part ; mais cette application, à notre avis, doit être rejetée ; l'indu ne peut exister que s'il y a erreur et l'héritier ne peut pas dans ce cas dire qu'il a payé par erreur puisque sciemment il a payé au mépris des oppositions.

Le recours sera de trente ans puisque la loi ne l'a pas fixé à trois ans comme elle l'a fait pour le cas où il n'y a pas eu d'oppositions.

S'il n'y a pas de créanciers opposants l'héritier, nous dit l'article 808, paie les créanciers et les légataires à mesure qu'ils se présentent.

C'est une grande lacune de notre législation que de permettre aux plus diligents de se faire payer avant ceux-là mêmes qui peuvent avoir des droits de préférence ; dans l'article 809 le Code essaie bien de corriger son erreur en permettant aux créanciers de recourir contre les légataires, mais c'est insuffisant ; même après le rapport des legs le patrimoine peut

ne pas être assez riche pour permettre de payer tous les créanciers. Seuls ceux qui seront accourus les premiers auront été payés intégralement ; les autres recouvreront une portion souvent insignifiante de leurs créances.

Si l'héritier est créancier, il sera le premier à profiter de cette règle car la doctrine (1) et la jurisprudence sont unanimes pour lui reconnaître le droit de se payer. S'il est à la fois créancier et débiteur nul doute aussi que la compensation se produise ; il en sera du reste de même pour les créanciers qui seront aussi débiteurs ; ce sera peut-être au préjudice des autres qui, ignorant la dette, n'ont pas fait opposition, mais la loi l'autorise (2).

Nous avons déjà vu qu'il n'en est pas de même si l'héritier est créancier non du défunt mais d'un créancier de la succession, la séparation laissant les deux patrimoines absolument distincts la compensation ne peut avoir lieu.

Nous citerons cependant à ce sujet une remarque de Laurent qui distingue la compensation légale et la compensation facultative. Cette dernière peut se produire ; l'héritier quoiqu'il ne soit pas tenu de payer le créancier sur ses biens personnels a le droit de le faire ; la loi favorise même ce mode de paiement

1. Zachariæ sur Aubry et Rau, t. IV, p. 359, note 32; Demolombe, t. XV, p. 337, note 31.

2. Bordeaux, 4 décembre 1892.

en subrogeant l'héritier au créancier (art. 1251, 4), or l'héritier le paye en lui opposant la compensation (1).

Quand il a épuisé par ses paiements l'actif héréditaire l'héritier doit faire approuver son compte par le tribunal.

S'il se présente des créanciers après le paiement du reliquat et l'apurement du compte, ces retardataires ne peuvent demander à ceux qui ont été payés de rapporter les sommes qu'ils ont reçues pour les partager ensuite au marc le franc ; tout ce qu'ils peuvent faire, c'est de recourir contre les légataires et de leur faire rapporter ce qu'ils ont reçu et seulement dans la mesure qu'ils en ont profité. Cette action se prescrit par trois ans à partir des paiements faits aux légataires.

Mais s'il se présente des créanciers avant la clôture du compte et le paiement du reliquat, ils peuvent certainement demander à l'héritier ce reliquat ; mais s'il ne suffit pas même avec les rapports des légataires à les payer intégralement, peuvent-ils recourir contre les créanciers payés antérieurement (2) ?

1. Lyon, 18 mars 1831.

2. Pour : Chabot (sur l'article 889) ; Toullier (IV, 383) ; Marcadé sur l'art. 809, n° 2) ; Poujol (sur l'art. 809).

Contre : Favart de Langlade, *Rép.* v° B, I, n° II ; Demante, *Cours*, III, p. 33 ; Duranton, VII, 35 ; Tambour, p. 358 ; Demolombe, XV, 325 ; Fouet de Conflans sur l'art. 1809, Zachariæ, 619, note 25 ; Planiol, t. III, p. 687.

Sur ce point les auteurs sont très partagés. Ceux qui soutiennent l'affirmative invoquent un *a contrario* tiré de l'alinéa de l'article 809. Les créanciers qui se présentent après l'apurement du compte et le paiement du reliquat n'ont de recours que contre les légataires ; c'est donc que ceux qui se présentent avant ont un recours non seulement contre les légataires mais aussi contre les créanciers.

Avec un grand nombre d'auteurs et la jurisprudence nous répondrons que celui qui a reçu son dû n'a pas à le rapporter ; tel est le droit commun et on ne peut y déroger par un simple *a contrario* car cet argument ne vaut rien quand il part d'une disposition qui ne fait qu'appliquer ce droit commun.

Mais, prétendent nos adversaires, le créancier payé a reçu davantage que ce qui lui était dû. Le bénéfice d'inventaire produit de plein droit cet effet de limiter le droit des créanciers héréditaires à l'actif héréditaire et par suite de les réduire à un simple dividende. Il est de la nature du bénéfice d'inventaire de diminuer les droits des créanciers héréditaires. C'est ainsi que d'après l'article 2146 le créancier qui a reçu une hypothèque du défunt et qui ne l'a pas inscrite avant son décès est déchu du droit de prendre inscription et par conséquent de tout l'avantage de son hypothèque par suite de l'acceptation sous bénéfice d'inventaire.

Mais il est purement arbitraire de dire que le bé-

néfice d'inventaire diminue de plein droit le montant de la créance héréditaire sous prétexte qu'il enlève la faculté de prendre inscription. D'ailleurs l'objection prouverait trop car elle tendrait à accorder l'action en rapport non seulement aux créanciers qui se sont présentés avant l'apurement du compte, mais aussi à ceux qui se sont présentés après le paiement du reliquat et l'apurement, ce qui est contraire au texte formel de l'article 809.

On pourrait encore tirer argument de l'article 2698 : le texte suppose qu'un créancier hypothécaire ou privilégié s'est régulièrement inscrit mais que le conservateur des hypothèques a omis l'inscription dans son certificat et il dit que le tiers acquéreur est à l'abri du droit de suite, que les sommes payées aux créanciers connus ne peuvent être répétées et que le créancier omis sera réduit à un recours contre le conservateur.

Les partisans de l'affirmative s'appuient aussi sur les travaux préparatoires (1). Le texte du projet, qui est devenu le premier alinéa de l'article 809, disait : Les créanciers qui se présentent avant la clôture du compte auront à la fois recours contre les légataires et les créanciers payés mais ceux qui se présentent après le paiement du reliquat n'auront de re-

1. Chabot, t. II, p. III, défend énergiquement son opinion en s'appuyant sur ces travaux préparatoires.

cours que contre les légataires. La première partie de l'hypothèse a été omise dans la transcription du texte, ce qui fait que notre premier alinéa est incomplet, mais la pensée du législateur est bien demeurée la même quant à la distinction que nous venons de faire entre les deux catégories de créanciers car le deuxième alinéa dit « dans l'un et l'autre cas le recours se prescrit par trois ans ».

Nous répondrons qu'il est vrai que ceux qui se présentaient avant la clôture du compte pouvaient recourir contre les créanciers payés, mais la modification apportée au projet prouve qu'on l'a abandonné comme contraire aux droits de ces derniers qui n'ont reçu que leur dû. Dans ces conditions on aurait dû supprimer les mots « dans l'un et l'autre cas » puisque le premier alinéa ne vise qu'un seul cas, il y a là un vice de rédaction qui ne saurait modifier la pensée certaine de la loi.

D'ailleurs l'article 503 du Code de commerce donne la même solution en matière de faillite, les créanciers payés n'ont rien à rapporter à ceux qui ne se sont pas fait connaître ; ceux-ci ont seulement le droit de réclamer, sur les sommes qui restent, le dividende qu'ils auraient dû obtenir sur les sommes distribuées sans préjudice de leur droit de concourir sur le reste avec les créanciers qui ont déjà reçu une distribution.

Il n'y a pas, il est vrai, complète analogie, car dans

la faillite, les retardataires sont en faute, étant donnée la publicité de cette procédure.

Nous concluons donc que les créanciers non opposants auront toujours recours contre les légataires mais jamais contre les créanciers déjà payés ; c'est une faute du législateur de ne pas avoir organisé une contribution au marc le franc comme cela a lieu en matière de faillite.

Aubry et Rau expliquent l'incise « qui ne se présentent qu'après l'apurement du compte et le paiement du reliquat » par une allusion à l'action dont les créanciers qui se présentent avant le paiement intégral du compte jouissent contre l'héritier bénéficiaire à raison des fonds qui se trouvent encore entre ses mains (1).

1. T. VI, p. 460.

CHAPITRE X

L'héritier bénéficiaire peut se décharger du soin de liquider en abandonnant les biens de la succession

L'héritier bénéficiaire peut s'affranchir du soin de gérer et de liquider la succession en abandonnant les biens du défunt aux créanciers et aux légataires. Cet avantage attaché à l'acceptation bénéficiaire débarrasse l'héritier de toute administration et de toute responsabilité ; quand il acquiert la certitude que les biens ne suffiront pas au paiement des dettes ou qu'ils seront tout juste suffisants et qu'il n'aura à profiter d'aucun reliquat, il se libère par l'abandon de la succession du soin d'en régler les dettes et les charges.

Par application de la maxime : *Semel heres semper heres*, l'héritier bénéficiaire ne fait pas une renonciation, il reste héritier et conserve ses droits (1). Telle était l'opinion de Pothier : « Cet abandon que fait l'héritier bénéficiaire, est improprement appelé renonciation à succession car il n'a d'autre effet que

1. Introduction. *Coutume d'Orléans*, titre XVII, note 3.

de le décharger envers les créanciers et les légataires. »

L'héritier ne se dessaisit que de la possession des biens au profit des créanciers et des légataires en leur conférant l'administration, mais lui-même reste propriétaire du patrimoine ; s'il revient sur sa décision, il pourra jusqu'à la vente reprendre les biens abandonnés sous l'obligation de payer toutes les charges de la succession (Aubry et Rau, t. VI, p. 618 ; Demolombe, 1^o, XV, n^o 224) ; d'après Laurent la loi seule pourrait établir cette condition (1). Les créanciers et légataires n'ont pas le droit de s'approprier les biens de la succession, ils peuvent seulement les faire vendre et se payer sur le prix, s'il y a un reliquat ils doivent le remettre à l'héritier ; la vente doit être faite dans les formes prescrites à l'héritier bénéficiaire sous peine de nullité, mais il n'est pas nécessaire qu'il soit mis en cause (Bourges, 10 nov. 1891, D. 92.2.416). Si les créanciers ne peuvent pas vendre immédiatement et ne s'entendent pas pour l'administration des biens de la succession, ils demanderont au tribunal de la confier à un curateur nommé par lui.

Même après l'abandon, les actions des créanciers et des légataires ou d'autres tiers contre la succession doivent être dirigées contre l'héritier bénéficiaire qui

1. Laurent, t. X, n^o 110 ; Chabot, sur l'art. 802.

a toujours intérêt à les discuter et qui en principe a seul qualité pour y répondre (1).

Mais l'abandon ne libère pas l'héritier à l'égard de ses cohéritiers de l'obligation au rapport qu'a fait naître son acceptation, lui-même peut demander la réduction des libéralités qui entament sa réserve.

L'abandon est soumis à certaines conditions. Pour qu'il produise ses effets la jurisprudence exige que des notifications individuelles soient faites à tous les intéressés, ceux-ci se présenteront et l'héritier leur délivrera alors les biens ; certains auteurs cependant soutiennent qu'une déclaration au greffe serait suffisante (2).

L'abandon doit être fait à tous les créanciers et à tous les légataires puisque le patrimoine du défunt est le gage de tous. Aussi on se demande si l'héritier ne doit pas être considéré comme ayant fait un acte de disposition de nature à entraîner la déchéance du bénéfice d'inventaire lorsqu'il n'abandonne qu'à certains créanciers.

Nous croyons qu'à moins de circonstances particulières qui indiqueront nettement que l'héritier a voulu faire réellement une aliénation, cas où il serait alors considéré comme héritier pur et simple et tenu

1. Aubry et Rau, t. VI p. 456 ; Bilhard, n° 439 ; Demolombe, XV, 221.

2. Demante, t. III, p. 187, n° 124 bis, III ; Merlin, *Questions de droit*, § V.

des dettes *ultra vires*, l'abandon ne doit être considéré que comme un délaissement de possession et d'administration (1).

Nous avons dit précédemment que l'héritier doit abandonner tous les biens du patrimoine du défunt aux créanciers parce qu'ils sont leur gage mais il nous faut remarquer qu'il ne s'agit que de ceux qui figurent au moment du décès et non de ceux qui sont rentrés fictivement dans la succession par suite d'un rapport tel que donation entre vifs, ces derniers ne doivent profiter qu'aux héritiers.

1. En ce sens : Aubry et Rau, t. VI, p. 448 ; Duranton, t. VII, p. 42.
Sens contraire : Zachariæ, t. VI, p. 19, n° 2.

CHAPITRE XI

L'héritier est tenu de rendre compte

L'héritier qui a été chargé d'administrer dans l'intérêt des créanciers et des légataires est tenu, à la réclamation de l'un d'eux, de présenter le compte des réalisations qu'il a faites et des paiements qu'il a effectués. Il ne peut rien retirer de la succession tant qu'il n'aura pas acquitté toutes les dettes et tous les legs ; il faut donc qu'il prouve, s'il y a lieu, l'insuffisance des valeurs héréditaires et qu'il établisse qu'il n'a tiré aucun profit personnel ; si, après avoir distribué aux créanciers et aux légataires tout ce qui leur était dû, il y a un reliquat, il en sera propriétaire.

Quand tous les créanciers héréditaires sont d'accord le compte est rendu à l'amiable (1), mais si l'héritier ne peut s'entendre avec eux la reddition de comptes se fera dans les formes prescrites au titre des Redditions de Compte. (Code de Procédure.)

L'héritier bénéficiaire doit tenir compte de toutes

1. Chabot, t. II, p. 194.

les valeurs provenant du défunt (1), dans le chapitre des recettes doivent rentrer toutes les sommes et effets mobiliers portés à l'inventaire, prix de la vente des immeubles et des meubles, fruits et revenus des biens, montant des créances recouvrées mais non la valeur des biens rapportés auxquels les créanciers n'ont aucun droit, non plus que les intérêts des sommes faisant partie de la succession qu'il a pu garder entre ses mains sans les placer (2) et la valeur locative des meubles dont il se serait servi ou de la maison qu'il a habitée.

Dans les dépenses en premier lieu figureront les dettes et les legs qu'il a acquittés au nom du défunt en y comprenant ce qu'il s'est payé à lui-même. Pour les frais de scellés et d'inventaire (3), comme l'héritier bénéficiaire a eu des obligations à remplir dans l'intérêt des créanciers et des légataires, il est juste qu'ils les supportent et il en est de même pour les frais et dépens de procès que l'héritier a cru utile de

1. L'héritier bénéficiaire ne doit pas l'intérêt des capitaux héréditaires (Jurisprudence).

2. Il pourrait être forcé de payer une indemnité fixée par le juge si le retard prolongé apporté, soit à l'emploi des sommes disponibles, soit à la vente ou à la location des meubles ou des immeubles de l'hérité, présentait une faute grave. (Aubry et Rau, p. 466.)

3. Cass., 4 décembre 1895. D. 96, 1.396.

Il n'est que l'administrateur des biens qui composent la succession, il ne saurait être tenu de ces sommes, la jurisprudence les met au rang des frais de justice de l'article 2101.

faire dans l'intérêt de la succession et les droits de mutation (1).

Comme sanction de son refus de rendre compte l'héritier serait contraignable sur ses biens personnels. Mais encore faut-il qu'il ait été mis en demeure de présenter son compte et il résulte de l'article 530 qu'il n'est constitué en demeure que lorsque le juge lui a fixé un délai pour le rendre et qu'il a laissé écouler ce délai.

Il ne pourrait pas d'ailleurs être déclaré héritier pur et simple par le seul motif du retard mis à la reddition de compte.

L'héritier doit faire approuver son compte par le tribunal ; une fois qu'il est apuré, il peut être poursuivi sur ses biens personnels pour le paiement du reliquat. Il en est constitué débiteur et il n'y a plus alors à maintenir la séparation des Patrimoines.

1. Antérieurement à 1901 on admettait que l'héritier portait à son compte ces droits de mutation bien qu'il en fût personnellement tenu aux yeux de la jurisprudence, s'il les avait payés lui-même, il était considéré comme subrogé au privilège du Trésor pour en obtenir le remboursement.

CHAPITRE XII

Relations des créanciers entre eux

L'article 2146 qui ne fait produire aucun effet aux inscriptions prises par un créancier après l'ouverture d'une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire est le seul qui ait trait aux rapports des créanciers entre eux.

Le législateur n'a pas voulu que le créancier, qui plus rapproché du domicile du défunt ou mieux renseigné aurait pris inscription le premier, soit préféré sans motif à d'autres créanciers ayant privilège ou hypothèque sur les mêmes biens et qui moins favorisés par les circonstances ne se sont inscrits qu'un peu plus tard ; il annule les inscriptions prises par les créanciers après l'ouverture de la succession du défunt acceptée bénéficiairement ; c'est à ce moment que le sort de tous les créanciers doit être fixé d'après l'état de choses existant lors du décès.

Mais cette préférence ainsi accordée aux inscrits subsiste-t-elle lorsque l'héritier est déchu du bénéfice d'inventaire et les inscriptions déclarées nulles ne deviennent-elles pas valables après la déchéance ?

La jurisprudence conserve, ainsi que nous l'avons vu, aux créanciers le bénéfice de la séparation des patrimoines et les raisons qu'elle invoque conduisent à conserver aux créanciers le bénéfice de l'article 2146 qui est la conséquence du même fait.

La Cour de Grenoble (1), se basant sur un argument d'équité que fournit la position des divers créanciers, déclare : « Le caractère bénéficiaire de l'acceptation donnant aux créanciers la certitude que toute inscription serait inutile, il ne faut pas qu'une faute de l'héritier à laquelle ils sont étrangers entraîne avec la déchéance du bénéfice d'inventaire un amoindrissement dans la situation des non-inscrits. »

Au point de vue de la facilité de la liquidation on doit désirer que la doctrine de la Cour de Grenoble devienne incontestable en pratique, car si la nullité des inscriptions n'est pas définitive, si elle est subordonnée au maintien du bénéfice d'inventaire, tous les créanciers hypothécaires s'empresseront à tout hasard de faire inscrire leur droit de préférence et l'on peut prévoir quelles complications offrira pour l'héritier bénéficiaire, pour les acquéreurs de biens héréditaires, pour les créanciers appelés dans l'ordre, une pareille situation.

On se demande pourquoi la déchéance du bénéfice d'inventaire aurait un effet rétroactif et validerait

1. D. 92.2.279.

les inscriptions prises contrairement à l'article 2146. La rétroactivité d'une situation juridique est une dérogation grave au droit commun, puisqu'elle efface fictivement des événements qui se sont produits ; il faudrait qu'un texte formel admette l'effet rétroactif pour la déchéance du bénéfice d'inventaire ou qu'une loi indique son intention de le faire rentrer dans une catégorie de phénomènes juridiques pourvus de l'effet rétroactif.

Or aucun des trois textes qui s'occupent de la disparition du bénéfice d'inventaire (Cod. P. 988-989 et Cod. c. 801) n'emploie une expression qui indique les effets de la déchéance au point de vue du passé (1).

S'il y a non plus déchéance mais annulation du bénéfice, cette dernière a un effet rétroactif et la disposition de l'article 2146 comme le bénéfice d'inventaire perd son application.

Les inscriptions sont alors valables comme si l'acceptation bénéficiaire n'avait jamais eu lieu. La Cour de Toulouse a adopté cette opinion le 28 mai 1896 (S. 98.2.174)

On peut avoir des doutes sur la portée de l'article 2146. Doit-on étendre ses termes et le considérer comme interdisant aux créanciers héréditaires de consolider toute cause de préférence à l'égard de leurs cocréanciers postérieurement à l'ouverture de la

1. Nous avons reproduit ici l'opinion de M. Wahl. Note sous arrêt de la Cour de Grenoble, S. 92.2.279.

succession bénéficiaire ? A-t-il, comme l'article 448 du Code de commerce en matière de faillite, pour but d'instituer une égalité plus complète envers les divers créanciers de la succession ? La jurisprudence ne permet pas de le croire ; elle a limité la portée à l'hypothèse prévue, et l'inscription d'une hypothèque est le seul acte dont l'accomplissement soit empêché par l'acceptation bénéficiaire. Les formalités destinées à rendre opposables aux tiers la cession d'une créance ou l'acceptation d'une donation restent possibles.

CHAPITRE XIII

L'héritier représente-t-il les créanciers ?

L'héritier étant chargé d'administrer et de liquider la succession, les créanciers ne doivent pas rendre sa tâche impossible en faisant des actes qui entraveraient ses opérations.

L'article 808 prévoit des paiements à effectuer par l'héritier, des oppositions à ces paiements ; une telle réglementation resterait sans raison si les créanciers en dépit de la présence d'un héritier bénéficiaire pouvaient saisir les immeubles du défunt et saisir-arrêter ses créances.

S'ils craignent la non solvabilité de l'héritier, ils n'ont qu'à exiger une caution, ce dont ils ont le droit ; il n'y aurait que le cas où l'héritier ferait preuve de mauvaise volonté en ne poursuivant pas les débiteurs et en ne recouvrant pas les créances, qu'ils auraient le droit de faire saisie-arrêt et d'exercer, aux termes de l'article 1166, les droits de leur débiteur, car l'héritier est débiteur personnel et est tenu de payer jusqu'à concurrence des biens qu'il recueille.

Cependant les tribunaux n'ont pas admis cette théorie ; en l'absence d'un texte formel ils n'ont pas cru pouvoir paralyser un droit que les principes accordaient manifestement aux créanciers héréditaires, d'une façon générale, sans exiger la preuve de la mauvaise volonté ou de la négligence de l'héritier, ils sont admis à poursuivre directement la réalisation du patrimoine (1).

Les créanciers peuvent obtenir leur paiement, comme si le défunt vivait encore à l'aide de saisies pratiquées sur les biens de la succession, ils ont le droit d'invoquer l'article 557 du Code de procédure et saisir et arrêter entre les mains des tiers les sommes dont le défunt était créancier.

Cependant lorsque deux procédures parallèles sont commencées sur le même bien de la succession, les créanciers doivent surseoir pour permettre à l'héritier de continuer sa procédure plus rapide et moins coûteuse (2). Dans cette mesure les créanciers sont représentés par l'héritier de même que si ce dernier, sans intervention de leur part, avait fait les diligences nécessaires à la réalisation des biens successoraux.

1. Pau, 21 février 1887, D. 88.2.181.

Riom, 4 juillet 1890, D. 91.2.348.

Orléans, 28 juillet 1891, D. 93.2.36.

Dijon, 29 mars 1897, S. 1900.2.305

Pau, 16 mars 1908, S. 1908.2.196.

2. Dijon, 29 mars 1897, précité.

Dans un autre cas la Cour de cassation (1) admet la représentation. « Lorsque des individus se prétendant créanciers d'une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire ont gardé le silence sur leurs prétentions et n'ont point agi par action distincte pour faire valoir personnellement leur droit, ils sont réputés avoir été représentés par l'héritier bénéficiaire qui a esté en justice dans l'intérêt général de la succession. » Souvent leurs intérêts étant en opposition, les créanciers ne peuvent pas être représentés par les héritiers.

En général il faut reconnaître que l'héritier peut intenter toutes espèces d'actions et y défendre, en sa qualité de représentant du défunt il peut exercer des droits et des actions du défunt qui lui appartiennent en vertu de la transmission de l'hérédité.

Il n'a aucune qualité pour intervenir dans les instances où il ne s'agirait que de régler un droit de préférence entre plusieurs créanciers ou entre créanciers et légataires (2).

Baudry et Wahl pensent à ce second point de vue que « en ce qui concerne les droits que les créanciers ont à exercer non pas au nom de leur débiteur mais par opposition aux droits de débiteur, l'héritier bénéficiaire ne représente pas les créanciers et ne peut

1. D. 189.1.287.

2. C'est ce qui a été décidé par un arrêt de Cassation du 25 août 1847, S. 47.1.471.

agir. Ainsi l'héritier bénéficiaire est sans qualité pour intenter l'Action Paulienne contre les actes faits par le défunt ou pour agir au nom des créanciers en tierce opposition contre les jugements rendus dans les instances où ce dernier a été partie ». (*Successions*, III, n° 1330.)

CONCLUSION

Critique de l'idée de la continuation de la personne et du bénéfice d'inventaire. De la succession aux biens.

Nous allons maintenant présenter quelques considérations sur l'essence même du principe de la continuation de la personne, sur son origine entachée de fiction, ce qui est toujours une tare dans une doctrine, et sur la possibilité juridique de rattacher les prescriptions légales nécessaires à une entité réelle qui leur établisse une base effective et concrète fournissant des données certaines et absolument limitatives des droits à exercer.

L'idée de transmission de la personnalité juridique du défunt est une fiction. Or une fiction juridique est généralement imaginée pour répondre à une nécessité sociale, pour introduire dans le domaine du droit ces règles nouvelles, dont une construction technique, précise et solide, n'a pu être encore édifiée, mais dont le besoin est impérieux.

A l'heure actuelle il n'y a plus de nécessités sociales qui imposent le maintien de l'idée de la représen-

tation par l'héritier de la personnalité juridique du défunt.

Aujourd'hui on admet que le patrimoine peut parfaitement subsister par lui-même indépendamment de son titulaire et que par suite la succession du défunt, entité concrète par elle-même, peut être acquise par l'héritier à titre de masse distincte se juxtaposant à son patrimoine personnel.

Quelles raisons avons-nous de conserver l'idée de la continuation de la personne du défunt ? Celles qui jadis furent invoquées n'existent plus à notre époque, ce n'est certes pas pour perpétuer le culte des ancêtres, si cher aux Romains, et la solidarité familiale, poussée à un si haut degré chez les peuplades germaniques, ne répond plus maintenant à aucun besoin social.

On peut concevoir que la responsabilité des engagements incombe aux proches parents du défunt, à ceux qui font partie du groupe de famille au sens moderne du mot, mais il est difficile d'admettre que des personnes éloignées, des collatéraux par exemple, aient l'intention en acceptant la succession du *de cuius* de supporter le fardeau qu'entraîne l'obligation indéfinie aux dettes.

Du reste les idées individualistes ont pénétré au sein de la famille, ce n'est pas sur le terrain de la vocation héréditaire que l'antique conception de la solidarité familiale est appelée à revenir en faveur.

La loi du 25 mars 1896, d'après laquelle les enfants naturels sont devenus de véritables héritiers légitimes, nous en apporte une preuve, bien que la jurisprudence semble admettre que ces héritiers vont représenter le défunt, il est contraire à toutes les traditions de soutenir que la solidarité familiale réunit sous son empire les héritiers naturels et les autres.

Le principe de la continuation de la personne du défunt par l'héritier n'est pas sans danger au point de vue général et social.

La vocation héréditaire ne peut être en effet une cause de ruine aboutissant à une profonde iniquité, un autre principe s'impose: c'est que si les dettes doivent être payées, elles doivent l'être comme le défunt aurait dû et pu les payer lui-même. Sur quelle conception juridique peut-on du reste légitimer l'accroissement de garantie conférée aux créanciers par l'adjonction de la garantie personnelle de l'héritier aux garanties résultant exclusivement de la situation personnelle de l'héritier, un second titulaire ne doit pas être tenu plus lourdement que celui dont il a recueilli le patrimoine ?

Il peut, dira-t-on, accepter la succession sous bénéfice d'inventaire et il ne répondra alors des engagements du défunt que sur les biens successoraux mais il faut remarquer que l'héritier bénéficiaire est toujours débiteur personnel, tous les procès intentés par les créan-

ciers à propos de la succession sont dirigés contre lui et il pourra être condamné.

L'acceptation sous bénéfice d'inventaire laisse toujours planer des doutes sur la solvabilité du défunt et est en somme un procédé injurieux pour la mémoire du *de cujus* ; elle laisse à l'héritier peu d'indépendance, la jurisprudence en accordant aux créanciers héréditaires d'exercer des droits de poursuite individuelle vient entraver la liquidation dont l'organisation est, comme nous l'avons déjà signalé, très défectueuse aussi pour les créanciers.

Il ne peut y avoir de liquidation d'ensemble de la succession, tant que la dette du défunt sera considérée comme celle de l'héritier lui-même. La suppression de la continuation de la personne entraînerait à titre de conséquence la dévolution de la succession, comme masse de biens séparés ; aucun titulaire ne serait à la tête de ce patrimoine, l'héritier jouerait vis-à-vis des créanciers le rôle de liquidateur, on aurait recours à une distribution collective de la succession entre tous ceux qui émettraient des prétentions justifiées sur celle-ci. Cette répartition aurait pour base l'égalité et les créanciers seraient payés au marc le franc comme dans la faillite.

On s'est demandé souvent et avec raison pourquoi le législateur n'avait pas par analogie appliqué ces règles à la succession bénéficiaire, l'acceptation sous bénéfice d'inventaire laisse généralement présumer

l'insolvabilité du défunt et il eût été logique de faire une réglementation identique à celle de la faillite ou de la déconfiture.

Au cours du xix^e siècle fut consacrée par la jurisprudence l'idée de la nomination d'un liquidateur séquestre, à la requête de l'héritier bénéficiaire et des créanciers de la succession, avec des pouvoirs étendus comme l'indique cette formule usitée à cette époque : « Nous, président du tribunal, nommons M. X..., (ordinairement un avoué) séquestre judiciaire des biens du sieur Y... toutes poursuites individuelles demeurant suspendues à l'effet de recouvrer, dans l'intérêt de tous, les différentes créances ci-dessus énoncées, d'en faire la répartition entre les créanciers au fur et à mesure du recouvrement, autorisant M. X... séquestre, à faire exercer en son nom toutes poursuites nécessaires, passer toutes quittances et décharges, donner tous mandat et procuration, entendre, débattre, clore et arrêter tous comptes et faire en un mot et dans la plus grande latitude, ce que le débiteur aurait pu accomplir par le recouvrement de son actif. » (Formule empruntée à l'ordonnance du Président du Tribunal civil de Lyon, 21 août 1852. S. 55.1.102. D. 55.1.11.)

Après l'exécution de l'ordonnance le liquidateur fait insérer dans les journaux d'annonces judiciaires un avis invitant les créanciers à se révéler dans un certain délai sous peine d'exclusion.

Bien des auteurs admettaient cette solution, M. Gar-

raud la regardait comme la meilleure réglementation pratique de la liquidation d'une succession bénéficiaire et M. Percerou rapporte que la Chambre des avoués du Tribunal de Lyon a établi un règlement pour le séquestre.

La Cour de cassation, fidèle à la conception archaïque de la perpétuité de la personne, trouva contraire d'accorder à l'héritier la faculté de prononcer lui-même son dessaisissement en requérant la nomination d'un liquidateur séquestre d'autant plus que les créanciers héréditaires ne peuvent se le voir imposer ; elle s'est refusée à admettre comme légaux de pareils règlements dont aucune loi n'établissait la teneur.

Cependant nous avons déjà vu la jurisprudence de la Cour de cassation porter une atteinte à ce principe de la continuation en permettant de remplacer l'héritier par un administrateur judiciaire. Pourquoi n'a-t-elle pas persisté dans cette voie ?

Il faudrait se décider à proscrire la tradition qui voit la personnalité du *de cujus* transmise à celui qui lui succède et assimiler l'hérédité à une masse de biens distincte du patrimoine du successible et appelant une liquidation autonome, indispensable à désintéresser les créanciers qui n'ont plus en face d'eux un titulaire du patrimoine.

La liquidation serait alors collective, le liquidateur désigné agirait au nom de tous ceux qui ont des in-

térêts dans la succession, toutes voies d'exécution personnelle seraient alors refusées, et dans l'intérêt de tous on arriverait dans le plus bref délai à régler tous les rapports de droit qui s'étaient formés entre le défunt et les tiers.

A l'heure actuelle puisque l'évolution de nos mœurs ne commande plus qu'on s'attache à respecter comme intangible ce vieux principe de la représentation qui n'est plus de notre temps, il serait à souhaiter que nos législateurs français abandonnent la succession de la personne pour la remplacer par la notion de la succession aux biens.

Le législateur allemand a eu le mérite de ne pas. admettre l'idée de continuation et d'avoir établi le principe de la liquidation collective ; il refuse aux créanciers successoraux tout droit sur les biens propres de l'héritier, limite leurs droits aux biens du défunt et érige son patrimoine en une masse autonome et distincte. Le paiement des créanciers au marc le franc s'y impose comme étant le seul procédé équitable pour les désintéresser.

Si l'on adoptait aussi en France le régime de la succession aux biens, le patrimoine du défunt formerait une masse distincte sur laquelle le législateur serait amené plus facilement à organiser une procédure d'exécution collective de nature à hâter l'apurement des dettes du défunt tout en maintenant l'égalité du droit de tous et l'on n'assisterait plus aux

inconvenients et aux injustices qui résultent des dispositions de la loi sur le règlement du passif successoral.

Ainsi se trouverait réalisée une bonne liquidation relativement à la transmission héréditaire.

Vu : Le Doyen,
CAUWÈS

Vu : le Président de la Thèse
PIÉDELIÈVRE

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	5
CHAPITRE PREMIER. — Principe de la continuation de la personne du défunt par l'héritier.	7
CHAPITRE II. — Du bénéfice d'inventaire.	19
CHAPITRE III. — De la séparation des patrimoines.	24
<i>Section I.</i> — La séparation des patrimoines a-t- elle lieu de plein droit pour les créanciers?	27
<i>Section II.</i> — La séparation des patrimoines sub- siste-t-elle quand l'héritier est déchu du béné- fice?	30
<i>Section III.</i> — Cas où une succession acceptée bé- néficiairement par l'héritier apparent est en- suite acceptée purement et simplement par le véritable héritier	37
<i>Section IV.</i> — Cas où il y a un héritier mineur.	39
<i>Section V.</i> — Cas où il y a plusieurs héritiers : les uns acceptent sous bénéfice d'inventaire, les autres purement et simplement	40
CHAPITRE IV. — Sur quels biens porte la séparation des patrimoines.	46
CHAPITRE V. — L'héritier ne peut être poursuivi que sur les biens de la succession.	49
CHAPITRE VI. — La séparation des patrimoines empê- che la confusion des biens.	54

CHAPITRE VII. — L'héritier bénéficiaire est chargé d'administrer.	59
CHAPITRE VIII. — Liquidation du patrimoine du défunt.	64
CHAPITRE IX. — Paiement des dettes et des legs.	68
CHAPITRE X. — L'héritier bénéficiaire peut se décharger du soin de liquider en abandonnant les biens de la succession.	83
CHAPITRE XI. — L'héritier est tenu de rendre compte.	87
CHAPITRE XII. — Relations des créanciers entre eux	90
CHAPITRE XIII. — L'héritier représente-t-il les créanciers?	94
CONCLUSION. — Critique de l'idée de la continuation de la personne et du bénéfice d'inventaire. De la succession aux biens.	98

